L'ITINÉRAIRE

3$ Volume XXV, n° 13
Montréal, 1er juillet 2018
ABONNEMENTS AU
itineraire.ca

Nos CAMELOTS interviewent Justin TRUDEAU



Youpiii

iiiiiiiiii

iiiiiiiiii!



Transport gratuit du 21 juin (16 h) au 26 août pour les 6 à 11 ans*

stm.info/**sortiesenfamille**

* CERTAINES CONDITIONS S'APPLIQUENT

MOUVEMENT COLLECTIF stm

ZOOM sur Bertrand

Nom Bertrand Derome | **Camelot n°** 919 | **Âge** 59 ans
Points de vente Granby et Sutton

Bertrand Derome vend *L'Itinéraire* à Granby et Sutton depuis mai 2010. Huit ans déjà ! Depuis trois ans, il vend le magazine à Sutton aussi. « *Les gens sont très gentils avec moi*, dit-il. *Un de mes clients me fait un don à toutes les années. J'ai ainsi pu refaire mes dents, acheter des lunettes et plein d'autres choses que je ne pourrais pas me payer autrement. Ça m'aide beaucoup.* »

Les gens ont beaucoup de compassion pour lui, affirme Bertrand. Dernièrement, un client l'a invité à voir un spectacle à la Place des Arts. Un autre l'a amené souper et voir le spectacle de Dan Bigras au Vieux Clocher de Magog.

« *Ça a été une belle occasion de sortir du quotidien,* raconte-t-il. *J'ai eu la chance de parler avec Dan de mon passé. Je lui ai expliqué que pour moi* L'Itinéraire, *ce n'est pas juste un journal à vendre, mais c'est une opportunité de travailler sur moi, sur mes comportements impulsifs, mon impatience, bref à être une meilleure personne.* »

Aujourd'hui, Bertrand se sent un peu comme « *un ambassadeur de L'itinéraire en région* ». Son passage à l'émission Face à la rue avec Jean-Marie Lapointe et à *Deux filles le matin* a contribué à le faire connaître et à lui ouvrir des portes. « *J'ai beaucoup plus de facilité à vendre mes revues. Ça m'a aussi permis de bien expliquer le contenu de* L'Itinéraire, *que les gens peuvent faire des dons, s'abonner et se procurer des cartes-repas.* »

« *Si je n'avais pas eu des gens comme Jean-Marie Lapointe, Nicolas Luppens du Groupe actions solutions pauvreté, Julie Rivet du Partage Notre-Dame et toute l'équipe de L'Itinéraire, je ne serais pas rendu où je suis maintenant. Les élus d'ici me soutiennent, m'encouragent et apprécient ce que je fais pour la cause de l'itinérance. M. Bonnardel, député provincial de Granby, M. Breton, député fédéral de Shefford et M. Bonin, maire de Granby, sont fiers de moi.* »

Plusieurs commerces à Granby, comme le Métro Plouffe, lui font confiance et l'aident. « *Les employés sont sympathiques à ma cause et le gérant me laisse la place dont j'ai besoin, dans les meilleurs moments comme parfois dans des plus difficiles.* »

Depuis peu, en plus de son appartement à Sutton, Bertrand a maintenant un pied-à-terre à Granby pour éviter des déplacements. « *Je peux être plus présent à Granby. Cela pourrait, je l'espère, m'aider à développer davantage* L'Itinéraire *dans cette ville et agrandir l'équipe des camelots.* »

NDLR - Au moment d'écrire ces lignes, Bertrand s'est vu décerner, le 28 mai, une médaille de l'Assemblée nationale du Québec.

Par Nicolas Luppens
(texte et photo)
Groupe actions solutions pauvreté – Granby

L'arrondissement de Ville-Marie reconnaît l'excellent travail de l'équipe du magazine *L'Itinéraire.*

NOS PARTENAIRES ESSENTIELS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Le journal L'Itinéraire *a été créé en 1992 par Pierrette Desrosiers, Denise English, François Thivierge et Michèle Wilson. À cette époque, il était destiné aux gens en difficulté et offert gratuitement dans les services d'aide et les maisons de chambres. Depuis mai 1994, le journal de rue est vendu régulièrement par les camelots. Aujourd'hui le magazine bimensuel est produit par l'équipe de la rédaction et plus de 50 % du contenu est rédigé par les camelots.*

Le Groupe L'Itinéraire a pour mission de réaliser des projets d'économie sociale et des programmes d'insertion socioprofessionnelle, destinés au mieux-être des personnes vulnérables, soit des hommes et des femmes, jeunes ou âgés, à faible revenu et sans emploi, vivant notamment en situation d'itinérance, d'isolement social, de maladie mentale ou de dépendance. L'organisme propose des services de soutien communautaire et un milieu de vie à quelque 200 personnes afin de favoriser le développement social et l'autonomie fonctionnelle des personnes qui participent à ses programmes. Sans nos partenaires principaux qui contribuent de façon importante à la mission ou nos partenaires de réalisation engagés dans nos programmes, nous ne pourrions aider autant de personnes. L'Itinéraire, ce sont plus de 2000 donateurs individuels et corporatifs qui aident nos camelots à s'en sortir. Merci à tous !

La direction de *L'Itinéraire* tient à rappeler qu'elle n'est pas responsable des gestes des vendeurs dans la rue. Si ces derniers vous proposent tout autre produit que le journal ou sollicitent des dons, ils ne le font pas pour *L'Itinéraire*. Si vous avez des commentaires sur les propos tenus par les vendeurs ou sur leur comportement, communiquez sans hésiter avec Charles-Éric Lavery, chef du développement social par courriel à :

c.e.lavery@itineraire.ca
ou par téléphone au : **514 597-0238** poste **222**.

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada. Les opinions exprimées dans cette publication (ou sur ce site Web) ne reflètent pas forcément celles du ministère du Patrimoine canadien.

Canada

ISSN -1481-3572
Numéro de charité : 13648 4219 RR0001

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec

PARTENAIRES MAJEURS

Canada · Québec · Montréal · Ville-Marie Montréal · INI · Desjardins · QUÉBECOR · stm · RTL Agglomération de Longueuil

PRINCIPAUX PARTENAIRES DE PROJETS

Bibliothèque et Archives nationales Québec · LA PRESSE+ · upperkut · exeko · CAFÉ BROSSARD · FONDATION J. ARMAND BOMBARDIER · fondation Carmand Normand · MOISSON MONTRÉAL · L'ŒUVRE LÉGER · Great-West · London Life · Canada-Vie · LA PARFAITE ALLIANCE COMMUNAUTAIRE · RESAC · CREP

Nous tenons à remercier le ministère de la Santé et des Services sociaux de même que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal pour leur contribution financière permettant ainsi la poursuite de notre mandat.

L'Itinéraire EST MEMBRE DE

insp International Network of Street Papers · AMECQ · RAPSIM · MMFIM · Interaction du quartier Peter-McGill Community Council · Chambre de commerce de l'Est de Montréal · CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE · RIOCM · CDC Centre-Sud

L'ITINÉRAIRE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
2103, Sainte-Catherine Est
Montréal (Qc) H2K 2H9

LE CAFÉ L'ITINÉRAIRE
2101, RUE SAINTE-CATHERINE EST
Téléphone : 514 597-0238
Télécopieur : 514 597-1544
Site : www.itineraire.ca

DIRECTEUR GÉNÉRAL ET ÉDITEUR :
LUC DESJARDINS

RÉDACTION
Éditrice adjointe et rédactrice en chef : JOSÉE PANET-RAYMOND
Journaliste, responsable société : CAMILLE TESTE
Chargé de l'accompagnement des participants : LAURENT SOUMIS
Responsable de la formation des participants : KARINE BÉNÉZET
Responsable de la création visuelle : MILTON FERNANDES
Gestionnaire de communauté : ALEXANDRE DUGUAY
Photographe-participant : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA
Journaliste-participante : GENEVIÈVE BERTRAND
Collaborateur : IANIK MARCIL
Webmestre bénévole : JUAN CARLOS JIMENEZ
Bénévoles à la rédaction : CHRISTINE BARBEAU, MARIE BRION, HÉLÈNE MAI, ARIANE CHASLE, MADELEINE LAROCHE, ANTOINE QUINTY-FALARDEAU, VALÉRIE SAVARD, LAËTITIA THÉLÈME
Bénévoles à la révision : PAUL ARSENAULT, LUCIE LAPORTE, SHANNON PÉCOURT
Photo de la une : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA

ADMINISTRATION
Adjointe comptable – commis au dépot : MARCELA CHAVEZ
Adjointe administrative : NANCY TRÉPANIER

DÉVELOPPEMENT SOCIAL
Chef du développement social : CHARLES-ÉRIC LAVERY
Intervenants psychosociaux : JEAN-FRANÇOIS MORIN-ROBERGE, GABRIELLE GODIN
Responsable du Café : PIERRE TOUGAS
Responsable de la distribution : MÉLODIE ÉTHIER

CONSEIL D'ADMINISTRATION
Président : ÉRIC WILLIAMS - Novatech Médical
Trésorier : GRÉGOIRE PILON - Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.
Vice-président : JEAN-PAUL LEBEL - Camelot de L'Itinéraire
Secrétaire : KATHERINE NAUD - CIUSSS Centre-Sud de Montréal
Administrateurs : YVES LEVASSEUR - Virage Coaching
JESSICA MAJOR - Davies Ward Phillips & Vineberg, sencrl, srl
RICHARD CHABOT - Camelot de L'Itinéraire
JO REDWITCH - Camelot de L'Itinéraire
YVON MASSICOTTE - Représentant des camelots

VENTES PUBLICITAIRES
514 597-0238 poste 234
publicite@itineraire.ca

GESTION DE L'IMPRESSION
TVA PUBLICATIONS INC.
DIVISION ÉDITIONS SUR MESURE | 514 848-7000
Directeur général : ROBERT RENAUD
Chef des communications graphiques : DIANE GIGNAC
Chargée de projets : GISÈLE BÉLANGER
Imprimeur : TRANSCONTINENTAL
Convention de la poste publication N°40910015, N° d'enregistrement 10764.
Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada,
au Groupe communautaire L'Itinéraire :
2103, Sainte-Catherine Est,
Montréal (Québec) H2K 2H9

Québecor est fière de soutenir l'action sociale de *L'Itinéraire* en contribuant à la production du magazine et en lui procurant des services de télécommunications.

FSC www.fsc.org
MIXTE
Papier issu de sources responsables
FSC® C011825

MOTS DE CAMELOTS



France Lapointe 9

Manon Fortier 9

Mélanie Noël 9

Gaétan Vaillancourt 21

Bill Economou 21

Réal Lambert 21

EN EXCLUSIVITÉ



JUSTIN TRUDEAU

Les organismes sur le terrain peuvent dormir tranquille. La stratégie fédérale de lutte à l'itinérance ne sera pas conçue et déployée sans la participation du milieu. C'est l'assurance qu'a fournie le premier ministre Justin Trudeau au cours d'une entrevue exclusive accordée à une équipe de camelots de L'Itinéraire, le 31 mai dernier.

Par Mostapha Lotfi, Isabelle Raymond et Jean-Claude Nault

DOSSIER



Médias en transformation

- Lutter contre le manque de représentation des minorités visibles dans les médias
- 4 formats innovants pour donner la parole aux minorités
- Canal M, quand le droit à l'information devient réalité
- Quels défis attendent la relève du journalisme ?

Par Camille Teste

SOMMAIRE

1er juillet 2018
Volume XXV, nº 13

ÉDITORIAL 7
Une voix qui porte
Par Josée Panet-Raymond

ROND-POINT INTERNATIONAL 8

QUESTIONS D'ACTUALITÉ 10
Me Charles Wagner sur le cannabis au travail
Par Laurent Soumis

CHRONIQUE 20
Le pernicieux de la solitude
Par Linda Pelletier

EN TOUTE LIBERTÉ 29
Tout ça pour ça ?
Par Mathieu Thériault

SOCIÉTÉ 30
Un coup de pouce de L'Itinéraire pour des logements abordables
Par Geneviève Bertrand

MOT DU RAPSIM 31
Des membres mobilisés !
Par Pierre Gaudreau - Directeur du RAPSIM

INFO CAMELOTS 32
Avec un grand « C »
Par Simon Jacques

CARREFOUR 32

COMPTES À RENDRE 33
Les kiwis de la liberté
Par Ianik Marcil, *économiste indépendant*

DANS LA TÊTE DES CAMELOTS 34

CHRONIQUE 36
Un après-midi dans la vie d'un camelot
Par Saïd Farkouh

CULTURE 37
Connaissez-vous votre cirque ?
Avec Tuan Trieu Hoang

HISTOIRES DE RUES 40
Avenue Morgan / Ontario
Par Isabelle Beaupré

NOUVELLE 42
Windigo (3e de 4)
Par Pierre Saint-Amour

DÉTENTE 44

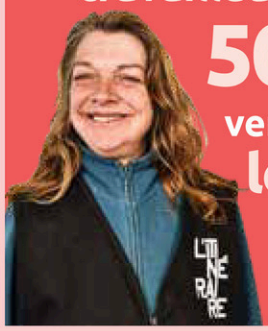
À PROPOS DES MÉDIAS 46
Par Lynn Champagne

MOTS DE LECTEURS

Notre camelot à Sutton est Bertrand Derome. Il a su nous convaincre sur 2-3 ans, de lire attentivement notre *L'Itinéraire*. Le récent texte de Cindy Rose paru dans l'édition du 15 mai 2018 m'a révélé une plume digne de chez VLB. J'irai voir l'expo d'André Michel à l'Écomusée du fier monde ! C'est le seul magazine que je lis en entier, sur une semaine, en général. Je juge important et plus intéressant, d'être informée, intéressée, et concernée par la vie et sa dureté pour certains et surtout ici versus dans les pays en voie de développement. Le discours politique peut être ennuyant. Le terrain, jamais. Acheter *L'Itinéraire* et lire vos voix, voilà un geste du cœur; de petite politique de trottoir non partisane, geste désormais rendu Culturel. C majuscule svp ! Bravo pour l'écriture ! Etc. etc...

Arya Lavallée Vadeboncoeur, Sutton

Les camelots sont des travailleurs autonomes.



50 % du prix de vente du magazine leur revient.



ÉCRIVEZ-NOUS !
COURRIER@ITINERAIRE.CA
Des lettres courtes et signées, svp !

L'ITINÉRAIRE

upperkut

L'appétit vient en donnant.



itineraire.ca/faire-un-don

L'ITINÉRAIRE **C'EST BIEN PLUS QU'UN MAGAZINE**

Oui, j'appuie L'Itinéraire :

CARTES-REPAS **DONS** **ABONNEMENT**

Pour rejoindre notre service aux donateurs :
514 597-0238, poste 228
luc.desjardins@itineraire.ca

JE FAIS UN DON DE : ○ 40 $ ○ 50 $ ○ 75 $ ○ 100 $ ou _____ $[1]

JE VEUX ACHETER DES CARTES-REPAS :

J'offre _____ cartes-repas à **6 $** chacune = _____ $[1]

Vous voulez les distribuer vous-même ? Cochez ici : ○

TOTAL DE MA CONTRIBUTION : _____ $[1]
DONS + CARTES-REPAS

JE VEUX M'ABONNER AU MAGAZINE :

Je m'abonne pour une période de :

○ 12 mois, **24 numéros** (124,18 $ avec taxes)

○ 6 mois, **12 numéros** (62,09 $ avec taxes)

Nom ou N° de camelot (s'il y a lieu) : _____

L'ITINÉRAIRE

[1] Pour respecter l'écologie et réduire ses frais postaux, L'Itinéraire envoie le reçu d'impôt une seule fois par année, au début de janvier suivant le don.

Vous pouvez faire un don directement en ligne sur notre site www.itineraire.ca

N° de charité de l'organisme : 13648 4219 RR0001

IDENTIFICATION ○ Mme ○ M.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : __|__|__ - __|__|__

Courriel : _____

Téléphone : (____) _____

MODE DE PAIEMENT

○ Chèque au nom du **Groupe communautaire L'Itinéraire**

○ Visa ○ MasterCard

N° de la carte : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Expiration ____ / ____ _____
(Mois) (Année) **Signature** du titulaire de la carte

Postez votre coupon-réponse au **Groupe communautaire L'Itinéraire**
2103, rue Sainte-Catherine Est, 3e étage, Montréal (Québec) H2K 2H9



PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA

ÉDITORIAL

PAR JOSÉE PANET-RAYMOND
RÉDACTRICE EN CHEF

Une voix qui porte

Nous soulignons souvent que *L'Itinéraire* occupe une place spéciale – et importante – dans le paysage médiatique québécois. Nul autre magazine ne peut se vanter d'offrir un point de vue comme le nôtre sur les grands enjeux sociaux. Ce point de vue, c'est celui de la rue, celui vécu sur le terrain, branché directement à la communauté.

Ce point de vue unique comporte un certain poids et ajoute à la couleur de ce paysage médiatique. Que L'Itinéraire fasse partie d'un organisme communautaire qui soutient et autonomise les plus démunis et marginalisés de la société, ne fait que renforcer le fait que nous sommes la voix des sans-voix.

Qui plus est, que nous soyons un OSBL (organisme sans but lucratif) n'enlève rien à la qualité et à la rigueur de nos reportages. Au contraire! Ce statut nous procure une indépendance certaine puisque nous n'avons pas de comptes à rendre à des actionnaires ou des propriétaires qui nous imposeraient une ligne éditoriale.

Tous dans le même bateau

Ces derniers temps, on a suivi avec intérêt ce qui se passe pour nos collègues de La Presse. Avec le retrait de Power Corporation, le quotidien de la rue Saint-Jacques a opté pour le modèle OSBL afin d'assurer la poursuite de ses activités – et sa survie. Ce nouveau statut n'enlèvera rien à la qualité de ses reportages … n'en déplaise à ses détracteurs.

Par contre, ce que nous vivons à L'Itinéraire, et ce que vivra *La Presse* une fois que les 50 millions $ injectés par les Desmarais dans la nouvelle fiducie seront épuisés, c'est que le fait de compter sur l'apport philanthropique pour mener une entreprise est tout un défi ! Demandez-le au Devoir, qui, sans le soutien renouvelé de mécènes généreux ne serait plus là. Désormais, nous partageons tous une même réalité, bien qu'à des degrés différents.

Je disais que peu importe son statut, L'Itinéraire a pour mission d'appuyer ses camelots et participants. Notre but, notamment dans la salle de rédaction est de faire éclore des talents et de les faire progresser par le biais d'accompagnements individuels, de formations en journalisme, de stages (entre autres à *La Presse*).

Événement historique pour L'Itinéraire

Une des résultantes de notre mission a été ce qu'on peut qualifier d'événement historique à L'Itinéraire : une entrevue exclusive par nos camelots avec le premier ministre du Canada, Justin Trudeau. L'article qui en découle en page 13, révèle tout le travail accompli avec ces camelots, de l'entrevue à la rédaction. Que de chemin parcouru ! Quand on sait que Mostapha, Isabelle et Jean-Claude ne participent dans le magazine que depuis deux à trois ans. Et quelle fierté pour toute l'équipe de L'Itinéraire !

Je vous résume un peu le déroulement de cette journée historique. Le 31 mai dernier, nous étions assis dans l'antichambre du bureau du premier ministre, parmi une dizaine d'autres parlementaires vêtus de tailleurs ou vestons-cravates, cellulaire à l'oreille, l'œil rivé sur leur ordinateur, attendant de rencontrer Justin Trudeau pour régler des affaires d'État.

J'étais impressionnée par le calme de nos camelots Mostapha, Isabelle, Jean-Claude et de notre photographe-participant, Mario.

Debout depuis quatre heures du matin pour prendre le premier train vers Ottawa, nos quatre participants étaient bien préparés, ayant au préalable formulé des questions et approfondi les thèmes qu'ils allaient aborder avec le PM.

Derrière la porte, Justin Trudeau, lui, était aux prises avec une « guerre » commerciale déclarée par le président Trump ainsi qu'avec la préparation d'un G7 qui s'annonçait turbulent. Jusqu'à ce moment, nous nous étions demandé si l'entrevue allait avoir lieu, vue la conjoncture politique alambiquée.

Au bout de quelques minutes d'attente, la porte s'est ouverte sur un homme posé et affable, qui a pris la peine d'accueillir chaleureusement chacun des membres de la délégation de L'Itinéraire. Justin Trudeau a tout de suite mis les camelots à l'aise et a accordé à chacun d'eux le respect et la crédibilité qui leur revenait. Ici, aucune complaisance. Les camelots ont fait un travail de journalisme selon les règles de l'art et le premier ministre a répondu à des questions parfois difficiles.

Vous dire la fierté qu'ils ont éprouvée ! Cette expérience demeurera l'une des plus marquantes dans l'histoire du Groupe. Elle est l'aboutissement de notre mission et prouve que le travail et la bonne volonté de gens qui veulent s'en sortir donnent parfois des résultats étonnants. ■

CI-HAUT Le premier ministre accepte avec un plaisir évident une casquette de L'Itinéraire



PHOTO : SUZANNE KILROY

CANADA | La journée nationale des Autochtones vue par une camelot à Vancouver

La Journée des Autochtones est une journée formidable pour moi, car je suis moitié Autochtone moitié asiatique. Chaque année, depuis de nombreuses années, je défile avec des centaines d'autres Amérindiens. Nous marchons de Hastings à Trout Lake, tout le long de Commercial Drive. Pour moi, les Autochtones sont une famille, une grande et immense famille. Même quand je ne les connais pas, qu'ils viennent d'une autre nation, je les salue avec entrain ce jour-là, parce qu'on est pareil. Beaucoup d'entre eux jouent du tambour et nous sommes tous très, très heureux. On se sent si fiers d'être ensemble. Cela réchauffe tellement mon cœur quand j'entends les tambours ou ma propre voix chanter au milieu de centaines d'autres. Au fait, je m'appelle Ichene Suzanne Kilroy / Huculak. Je suis votre princesse indienne et je veux que vous participiez à cette marche et que vous profitiez de cette journée avec nous. (*Megaphone*)

CAMEROUN | Les enfants camerounais atteints de drépanocytose risquent la mort

Au Cameroun, comme dans plusieurs autres pays tropicaux, la drépanocytose touche jusqu'à 2 % de la population. Cette maladie, dont les symptômes sont très variés, est aussi considérée par bien des Camerounais comme la maladie de la honte, car beaucoup lui attribuent une dimension mystique. Quand un enfant souffre de cette maladie, il arrive régulièrement qu'un guérisseur traditionnel conseille aux parents de le tuer. L'explication donnée est simple : l'enfant est un petit sorcier. Diane fait partie de ces parents qui ont eu à se débarrasser d'un « sorcier » de cinq ans. « *Mon garçon souffrait de douleurs intenses, il était faible et très mince* », raconte-t-elle. Comme c'est la coutume dans ce pays d'Afrique centrale, elle est allée consulter plusieurs marabouts afin de trouver une solution. « *Madame, votre enfant est un sorcier et il est venu au monde pour vous torturer* », lui a-t-on répondu. Les marabouts lui ont également précisé qu'il ne servait à rien de chercher une autre aide médicale. Alors, elle a étouffé son fils avec un vieil oreiller. « *J'ai gardé la pression jusqu'au bout comme dans les films et il est mort* », a-t-elle expliqué, sans aucun signe de remords apparent. (*Reuters/INSP*)

PHOTO : COURTOISIE



L'Itinéraire est membre du *International Network of Street Papers* (Réseau International des journaux de rue - INSP). Le réseau apporte son soutien à près de 100 journaux de rue dans 34 pays sur six continents. Plus de 250 000 sans-abri ont vu leur vie changer grâce à la vente de journaux de rue. Le contenu de ces pages nous a été relayé par nos collègues à travers le monde. Pour en savoir plus, visitez www.street-papers.org.

International Network of Street Papers

TRADUCTION : CAMILLE TESTE

Mettre la charrue avant les bœufs

Quand j'étais jeune, je voulais me faire aimer à tout prix, me faire des amis. J'ai pensé qu'en aidant les autres, ça me ferait connaître des bonnes personnes. J'ai accordé ma confiance à des gens que je ne connaissais pas et ils ont abusé de moi moralement. Ils m'ont fait croire qu'ils m'aideraient à leur tour.

Ma famille, surtout ma propre mère, m'a rejetée et j'ai cherché à voir ailleurs si je pouvais être mieux considérée. J'ai pris des risques et je me suis fait avoir en voulant bien faire. Plus je voulais avoir de reconnaissance, plus je me faisais rejeter. Je me sentais envahie par des gens qui me proposaient d'embarquer dans leur jeu et je me laissais amadouer.

Un jour, je me suis prise en main et j'ai appris à refuser de me faire manipuler par les autres, à ne plus être naïve. J'en ai eu assez de me faire rouler royalement. Ça m'a pris du temps, mais j'ai fini par reprendre confiance en moi. J'ai dû travailler très fort sur moi-même parce que je voulais reprendre le contrôle de ma vie. Cela a pris plusieurs années, parce que j'étais seule, sans personne à qui me confier ou pour m'encourager.

Aujourd'hui, j'ai repris confiance en moi et j'ai pardonné à ceux qui m'ont fait vivre leur méchante dépendance. J'ai tourné la page et je me suis dit : « *J'ai ma vie à vivre. Je poursuis mon destin.* »

FRANCE LAPOINTE
CAMELOT MÉTRO CRÉMAZIE
MONT-ROYAL / MENTANA



Mieux vaut tard que jamais

Au métro Peel un matin
Je vois un acheteur de revue
Il m'achète la revue
Il lit mon « mot de camelot »
immédiatement

Il me dit que lui aussi a arrêté
de fumer à 71 ans
Il rajoute : « Mieux vaut tard que jamais »
Je lui dis, vous êtes bien
conservé pour votre âge
Je veux répéter
« Mieux vaut tard que jamais »
Mais je n'arrive pas à le dire
Je me mets presque à bégayer
Pas capable de le dire
Fou rire

L'homme se reprend en disant :
« Ça fait neuf ans que
je ne fume pas, j'avais 71 ans »
Je lui dis : « Vous avez 80 ans ? »
Il me dit : « Je vous l'ai dit ? »
Je lui dis : « Non ! »
Il me regarde, il me dit :
« Comment ça se fait que vous savez ça ? »
Je lui dis : « Vous m'avez dit que
vous aviez 71 ans quand vous avez arrêté
de fumer et que ça fait
neuf ans que vous n'avez pas fumé ».
Je lui dis : « 71 ans plus neuf
ans égalent 80 ans ».

Il trouve ça intéressant.
Je lui réponds que j'étais bonne
en mathématique à l'école, que
j'étais la première de la classe.
Il me promet de revenir me voir
au métro Honoré-Beaugrand.

MANON FORTIER
CAMELOT VILLAGE CHAMPLAIN
ET MÉTRO HONORÉ-BEAUGRAND



Ma tante Raymonde

Le 10 avril dernier, ma tante Raymonde est décédée des suites d'un AVC. Cela m'a beaucoup affectée, car elle était très spéciale pour moi. Elle était comme ma troisième grand-mère. Elle n'a jamais eu d'enfant et tous ses neveux et nièces étaient comme ses enfants.

Ma tante Raymonde était alcoolique et parlait de nous en bien et en mal. Elle pouvait être désagréable, mais nous la prenions en pitié et nous allions tous la visiter régulièrement. Elle aimait recevoir, jouer aux cartes, au OKO et au bingo. Je faisais régulièrement ses courses parce qu'elle était trop malade pour se déplacer.

La journée des funérailles a été difficile pour moi, car j'ai réalisé qu'elle me manquerait pour toujours. Je garde un bon souvenir des moments où on faisait de la musique chez elle, moi au piano, mon père à la guitare. Nous chantions tous ensemble.

Ma tante nous a souvent gardées, ma sœur jumelle et moi, quand ma mère avait besoin de se reposer. En plus, elle aimait se baigner avec nous dans sa piscine.

À la suite de son décès, j'ai été perturbée et j'ai dû être hospitalisée pendant quatre jours. On a dû faire un ajustement de ma médication. Je ne suis pas guérie de sa perte, d'autant plus que ma mère suit des traitements de chimiothérapie pour traiter sa leucémie.

Ma tante Raymonde restera toujours présente dans mon cœur et je lui demande de veiller sur nous tous.

MÉLANIE NOËL
CAMELOT MÉTRO VERDUN /
IGA WELLINGTON



3 questions à Me Charles Wagner

sur le cannabis au travail



PHOTO : COURTOISIE

La légalisation du cannabis aura un impact « certain » dans les milieux de travail, affirme Me Charles Wagner, un avocat spécialisé en droit du travail. « *Les gens auront accès légalement à une substance qui peut affecter leurs capacités à travailler dans un environnement où la santé et la sécurité peuvent éventuellement être compromises* », explique-t-il. Pour cette raison, la question préoccupe au plus haut point employeurs et syndicats. Me Wagner est membre du « Groupe Cannabis » au sein du cabinet Langlois avocats qui conseille de nombreuses entreprises.

❶ L'usage du tabac est interdit à l'intérieur au travail. Mais les employés fument souvent sur le terrain des entreprises. Un employeur pourra-t-il interdire le cannabis sur sa propriété ?

Oui. À l'intérieur, on a un peu importé les principes de la cigarette. On ne peut pas fumer. Dans les amendements au projet de loi 157, Québec a permis aux employeurs d'empêcher la consommation de cannabis à l'extérieur aussi. Il faut dire que tout le monde ne va pas « fumer » le cannabis. Peu importe les substances, fumer est de moins en moins populaire. On risque plutôt de voir la consommation plus au niveau alimentaire, dans les petits bonbons, dans les gâteaux, dans des huiles. Il faut s'attendre à voir la consommation de cannabis sous d'autres formes. C'est pour ça que la loi prévoit que l'employeur peut encadrer, y compris interdire, « toute forme d'usage » du cannabis par les membres de son personnel sur les lieux de travail, au sens de la Loi sur la santé et la sécurité au travail.

❷ L'employeur pourra-t-il interdire la consommation avant de se présenter au travail ?

C'est un peu plus compliqué. L'employeur ne peut pas interdire la consommation à l'extérieur de sa propriété. Par exemple, au restaurant ou dans un parc. Le droit de l'employeur s'arrête à sa propriété. Mais l'employé ne peut pas arriver sur les lieux de travail avec les facultés affaiblies. C'est le même principe qu'avec l'alcool. On ne peut pas dire à un employé de ne pas prendre de l'alcool en fin de semaine. Et le cannabis sera tout aussi légal que l'alcool. Par contre, il restera toujours les obligations de santé et de sécurité. L'employé ne pourra pas arriver sur les lieux de travail avec des facultés affaiblies.

❸ Les employés pourront-il être forcés de subir des tests de dépistage aléatoires, voire systématiques ?

Oui et ça se fait déjà. Le fait que la substance soit légale, ça ne changera rien. Ce n'est pas parce que la substance est illégale que l'on ne la voit pas dans les milieux de travail. Le cannabis à des fins médicales a fait son apparition il y a quelques années. Et le test de dépistage est déjà possible. Les milieux syndicaux craignent que les employeurs testent de façon aléatoire, à tout moment. Mais le dépistage aléatoire est déjà régi par des critères prévus par la Cour suprême du Canada en 2012 dans l'affaire Irving Pulp and Paper. L'employeur peut effectuer du dépistage aléatoire si le milieu de travail est dangereux, si c'est un poste à risques et s'il y a un risque accru pour la sécurité. Il faut faire la preuve qu'il y a un problème de consommation dans le milieu de travail. Par exemple, dans les sables bitumineux en Alberta, l'entreprise Suncor avait une politique de dépistage aléatoire parce qu'il y avait eu plus de 2200 accidents de travail liés à la consommation d'alcool et de drogues. Cela justifiait la politique. L'autre sorte de dépistage, normal si on peut dire, doit être justifié par des motifs raisonnables. Par exemple, il faut qu'on voie chez l'employé des signes de facultés affaiblies. S'il est impliqué dans un accident de travail. Ou dans le cas d'un retour au travail, après un traitement en toxicomanie. Cela peut aussi être fait de façon préalable à l'embauche, tant et aussi longtemps que ce soit lié à l'emploi. ■




VIA Rail Canada
L'avenir est à bord
40 ANS
Animée par l'augmentation du nombre de passagers et par ses projets de modernisation, VIA Rail s'engage et se transforme pour mener les Canadiens vers un avenir plus durable.
Réduire l'empreinte écologique :
Faire le choix le plus sensé aujourd'hui aide à contribuer à un avenir plus vert.
Rapprocher les communautés canadiennes :
Relier 4,4 millions de voyageurs et plus de 400 collectivités au Canada.
Stimuler l'économie :
Démontrer un leadership important pour favoriser une économie prospère et offrir de la valeur aux contribuables.
MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.



PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA

EN EXCLUSIVITÉ

Montréal aura sa « juste part »

Fonds fédéraux à l'itinérance

PAR LAURENT SOUMIS

OTTAWA Montréal aura sa « *juste part* » des fonds fédéraux destinés à la lutte contre l'itinérance, a affirmé le premier ministre Justin Trudeau, au cours d'une entrevue exclusive accordée à trois camelots du magazine *L'Itinéraire*.

Si M. Trudeau n'a pas voulu préciser quelle part de l'enveloppe de 2,2 milliards $ sera dévolue à la métropole, il a réitéré sa volonté de réduire l'itinérance de « *moitié* » d'ici la prochaine décennie.

Le premier ministre reconnaît que la réalité des situations varie à travers le pays. « *Les besoins et les solutions diffèrent d'une région à l'autre, d'une ville à l'autre et des fois d'un quartier à l'autre* », a-t-il déclaré.

Pour cette raison le chef du gouvernement souhaite continuer à « *écouter* » et « *travailler* » avec les organismes du milieu. « *Les experts sont ceux qui sont sur le terrain, qui font ce travail et qui connaissent leur monde* », a-t-il dit.

M. Trudeau ne privilégie pas l'idée d'un programme national uniforme à travers le pays. « *Des solutions générées à Ottawa pour appliquer dans le reste du pays sans l'écoute et l'implication pleine des organismes communautaires, ce ne sont pas du tout des solutions.* »

En entrevue, le premier ministre a d'ailleurs loué le travail des organismes d'économie sociale. « *Des organismes comme L'Itinéraire font un travail magnifique pour restaurer et rétablir la dignité [des gens]*», a-t-il insisté.

L'aide au logement sera l'une des pièces maîtresses de la stratégie fédérale sur l'itinérance, a-t-il précisé. Comme député de la circonscription montréalaise de Papineau, M. Trudeau se dit conscient des « *files d'attente interminables* » pour les logements sociaux. « *On est en train d'accélérer le processus* », a-t-il indiqué. ■



PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA

« Les experts en itinérance sont ceux qui travaillent sur le terrain »

ENTREVUE EXCLUSIVE AVEC JUSTIN TRUDEAU

OTTAWA Les organismes sur le terrain peuvent dormir tranquille. La stratégie fédérale de lutte à l'itinérance ne sera pas conçue et déployée sans la participation du milieu. C'est l'assurance qu'a fournie le premier ministre Justin Trudeau au cours d'une entrevue exclusive accordée à une équipe de camelots de L'Itinéraire, le 31 mai dernier.

Mostapha Lotfi Au cours des dernières semaines, les grandes villes canadiennes ont dénombré les personnes en état d'itinérance sur leur territoire. Votre gouvernement s'est engagé à investir 2 milliards $ en dix ans dans la Stratégie des partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI). Pouvez-vous d'abord nous confirmer si Montréal recevra les 100 millions $ espérés par les organismes du milieu ?

Justin Trudeau Notre stratégie nationale comprend effectivement 2,2 milliards $ pour contrer et réduire de 50 % l'itinérance au Canada. Ce sera proportionné et approprié à travers le pays. On sait que c'est une problématique présente à Montréal et on s'assurera donc que Montréal ait sa juste part de ça.

Mais quand on parle d'investissements en logement, on sait que c'est seulement une partie de la lutte contre l'itinérance. Il y a beaucoup d'autres engagements en cours par rapport à la santé mentale, à la lutte à la toxicomanie, aux défis liés à l'insertion économique, à la formation, à la diversité et à tout ce qu'on est en train de faire pour les communautés autochtones. Ce sont des problématiques très liées. Nous sommes très contents, évidemment, d'avoir ces 2,2 milliards $ directement pour contrer l'itinérance.

L'ITINÉRAIRE



PAR MOSTAPHA LOTFI
MÉTRO UNIVERSITÉ-DE-MONTRÉAL



PAR ISABELLE RAYMOND
MÉTRO JOLICOEUR



PAR JEAN-CLAUDE NAULT
MÉTRO CHAMP-DE-MARS

Jean-Claude Nault **Votre Stratégie nationale du logement inclut de nombreux volets dont l'entretien des logements existants, l'allocation au logement, la construction de logements abordables. À Montréal, 24 000 ménages figurent sur la liste d'attente des habitations à loyer modique (HLM). Ma question est simple : combien de logements sociaux seront mis en chantier à Montréal avant les élections fédérales d'octobre 2019 ?**

Justin Trudeau Laissez-moi vous dire qu'en tant que député de Papineau, j'ai eu beaucoup de conversations avec des gens qui sont sur des listes d'attentes interminables pour un HLM. On sait à quel point il y a des pressions. C'est pour ça que nos investissements vont dans le sens d'une véritable stratégie nationale sur le logement. Sous l'ancien gouvernement Harper, le gouvernement fédéral s'était détaché de ça.

On reconnaît qu'il faut de nouvelles constructions de logements abordables, mais il faut aussi laisser de l'argent pour investir dans l'amélioration du parc existant. Je le dis encore, on va s'assurer que ce soit bien distribué et bien proportionné à travers le pays. On a fait des investissements significatifs depuis qu'on est arrivés au pouvoir. Mais avec la stratégie pour le logement, c'est sûr que ça va prendre un peu de temps pour construire ces édifices et ces appartements-là. Mais on est en train de s'y mettre tout de suite.

Isabelle Raymond **Certains de nos camelots qui ont connu l'itinérance sont passés des drogues douces aux drogues dures. Le cannabis a des effets dévastateurs chez les personnes qui souffrent de psychose. Moi-même, j'ai déjà souffert de psychose. Après avoir légalisé le cannabis, que comptez-vous faire pour sensibiliser les jeunes et les personnes à risque ?**

Justin Trudeau D'abord, le travail de sensibilisation ne se fera pas après la légalisation, mais maintenant et tout de suite. On est en train de faire une campagne de sensibilisation et d'investir pour qu'il y ait une meilleur compréhension de l'impact du cannabis, de l'impact néfaste sur les individus et sur la société.

On a constaté que l'approche actuelle ne fonctionne pas. C'est trop facile pour un jeune d'avoir accès actuellement au cannabis et le crime organisé fait tous les profits. Nous, on veut pouvoir contrôler et réglementer le cannabis pour que les profits soient investis dans le système de santé et dans des campagnes publicitaires pour encourager les gens de ne pas en consommer.

Il y a aussi un élément qui va changer de façon profonde. On voit que pour plusieurs personnes, l'achat du cannabis est un début qui peut mener à d'autre chose. Pourquoi ? Parce que quand tu achètes du cannabis d'une personne qui a, dans son autre poche, des drogues plus dures et qui voudrait potentiellement te les vendre, ça peut effectivement mener à d'autres choses.

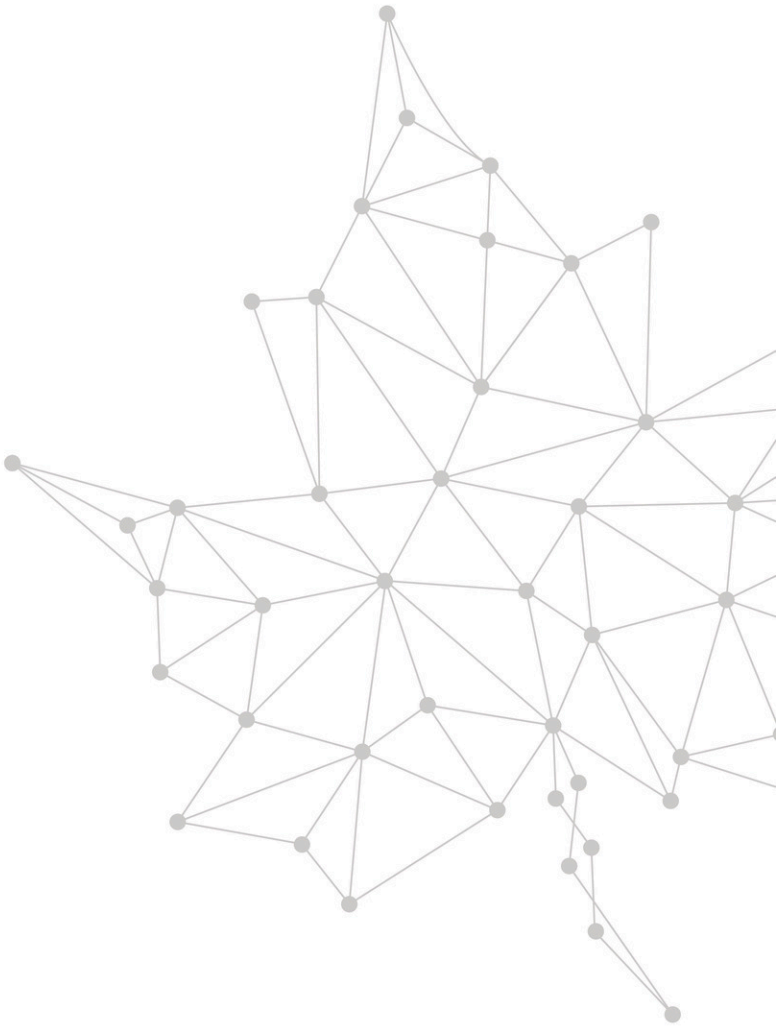
Mais si la vente du cannabis se fait dans un espace contrôlé et réglementé, où il n'y a pas d'autre chose à vendre, ils ne vont pas te vendre du crack ou de la méthamphétamine (crystal meth) ou quoique ce soit. Ça ne sera pas la première étape vers des choses pires.



PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA

« Il faut construire de nouveaux logements abordables et investir dans l'amélioration du parc existant. »





Mostapha Lotfi **L'an dernier, vous vous êtes engagé à faire progresser le droit au logement pour tous les Canadiens. Au plan international, le Canada est signataire de cette déclaration de principe. Pourquoi hésitez-vous à inscrire le droit au logement dans la Charte canadienne des droits et libertés ?**

Justin Trudeau Nous prônons une approche au logement basée sur les droits de la personne et ça, c'est différent que de reconnaître le droit au logement. Je pourrais bien dire que vous avez droit au logement, mais si votre logement se retrouve au nord de la Saskatchewan... Le fait d'amener le droit au logement de façon trop prescriptive peut mener à des conséquences inattendues qui ne sont pas positives.

Notre approche est différente. C'est d'ailleurs une approche qui a été louée par les Nations Unies. C'est de mettre les droits de la personne, le droit à la dignité, le droit au choix, le droit à la santé, le droit à la sécurité, au centre de notre stratégie. Tout ça va mener à cette dignité qui est d'avoir un logement sécuritaire et abordable. C'est une approche absolument basée sur les droits de la personne, mais de l'articuler comme certains le prônent, je trouve que ça pourrait avoir des conséquences qui porteraient atteinte à la dignité profonde de l'individu.

Jean-Claude Nault **Dans votre budget de 2017, vous avez annoncé des investissements de plus de 11 milliards $ en 10 ans pour faciliter l'accès au logement. Or, 90 % de cet argent ne commencera à être dépensé qu'en 2019, année d'élection. Qu'avez-vous à dire aux 1,6 millions de ménages canadiens qui attendent un logement adéquat ?**

Justin Trudeau Annoncer de l'argent et dépenser de l'argent dès demain, ça n'aidera personne si on n'a pas d'abord construit ces nouveaux logements, si on n'a pas restauré le parc existant, qui est insalubre. Ça va prendre un peu de temps et on s'y met au maximum parce qu'on comprend que le besoin est criant.

Mais ça prend du temps pour créer ces nouveaux espaces, pour s'assurer qu'ils répondent bien aux besoins. On est en train d'accélérer le processus. Je pense que les gens comprennent que donner de l'argent immédiatement sans avoir les places libres pour le faire, ça finira par aller directement dans les poches des propriétaires du parc existant, sans vraiment régler le problème à long terme.

Isabelle Raymond **Selon l'organisme One, 130 millions de filles n'ont pas accès à l'école à travers le monde. Un milliard de femmes n'ont pas de compte bancaire. Chaque jour, 39 000 filles sont mariées de force. Même au Canada, les femmes sont moins payées pour un travail égal. Vous avez fait de l'égalité des femmes une priorité du G7. Quelles sont les mesures prises par le G7 qui changeront la vie des femmes ?**

Justin Trudeau Comme vous le savez, c'est une grande priorité pour moi. Donc, on a créé un conseil aviseur pour l'égalité des genres qui rassemble des leaders à travers le monde pour justement nous donner des conseils, des avis et des recommandations sur ce que le G7 peut faire. Et une des recommandations, c'est l'accessibilité à l'éducation pour les filles, particulièrement en situation de crise, de guerre civile, et dans les camps de réfugiés.

On sait que l'accès à l'éducation va transformer leur vie, leur famille, leur communauté et notre monde. Donc, le G7 engage des investissements de plusieurs centaines de millions de dollars à travers le monde pour cibler justement l'éducation des femmes et des filles en situation de crise et de difficulté.

C'est en plus des mesures que nous sommes en train de prendre pour assurer l'égalité et l'équité salariale. Malgré tous les progrès que nous avons faits depuis quelques années, le Canada est encore loin derrière la moyenne de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) pour l'équité salariale.

C'est pour ça que nous avançons des propositions d'équité salariale proactives qui feront une grosse différence. Il faut se souvenir que l'autonomisation et l'égalité des femmes, ce n'est pas juste un argument moral, c'est la bonne chose à faire. C'est aussi un argument économique car c'est la chose intelligente à faire. Si plus de femmes réussissent, on aura plus de bienfaits et de croissance économique pour la communauté. Et les solutions qui seront mises de l'avant seront souvent de meilleures décisions. C'est quelque chose que l'ont fait pour toutes sortes de bonnes raisons.

Mostapha Lotfi **L'an dernier, plus de 20 000 migrants ont franchi la frontière canadienne – la plupart à Lacolle – pour demander le statut de réfugié. Tout indique qu'on établira un nouveau record cet été. Au Québec, ces personnes créent une pression énorme sur les ressources disponibles pour les itinérants, les places en hébergement, les banques alimentaires, les soupes populaires, les comptoirs de vêtements. Qu'allez-vous faire pour aider les ressources de première ligne à répondre à cette vague de migrants ? Allez-vous compenser le gouvernement du Québec pour ces dépenses supplémentaires ?**

Justin Trudeau Nous reconnaissons tous que l'immigration est source de force, de croissance et de bienfaits pour notre société. On a une population vieillissante, on a de moins en moins d'enfants dans notre société et on a donc besoin d'amener des immigrants et de les voir réussir. Cependant, on a un système d'immigration rigoureux. Il y a des règles qui sont appliquées si l'arrivée irrégulière de personnes cause des inquiétudes et pour de bonnes raisons.



PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA

« Des solutions générées à Ottawa sans les organismes communautaires, ce ne sont pas des solutions. »

« Des organismes comme L'Itinéraire font un travail magnifique pour restaurer et rétablir la dignité. »



Je peux rassurer les gens : toute personne qui arrive, qui fait une demande d'asile, va voir son dossier analysé pour voir si, effectivement, ce sont des vrais demandeurs d'asile qui fuient la guerre, la terreur, la persécution, la violence. S'ils ne le sont pas, ils vont être renvoyés chez eux. Parce qu'on a aussi un système d'immigration auquel ils peuvent faire application.

Le système de demandeurs d'asile, c'est vraiment pour les réfugiés. Alors, à l'intérieur de tout ça, on reconnait qu'il y a des coûts supplémentaires sur nos systèmes de santé, sur nos systèmes de logement. Et oui ! Le gouvernement fédéral travaille avec la province, avec les provinces en général, pour s'assurer que ce n'est pas de l'argent qui est enlevé à d'autres personnes dans le besoin.

Jean-Claude Nault **Le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal s'entendent pour laisser aux organismes du milieu le soin de déterminer les priorités en itinérance. On ne connaît pas encore l'approche qu'adoptera Ottawa pour répondre aux besoins particuliers des communautés. Car les besoins ressentis à Vancouver ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux vécus à Montréal. Pouvez-vous nous dire si, avant de mettre sur pied de nouveaux programmes, la stratégie fédérale assurera le financement des organismes qui existent déjà dans le milieu ?**

Justin Trudeau Je peux vous dire que notre stratégie et notre approche, c'est de travailler avec le milieu communautaire et de reconnaitre, effectivement, que les besoins et les solutions diffèrent d'une région à l'autre, d'une ville à l'autre, et des fois d'un quartier à l'autre.

Les experts sont ceux qui sont sur le terrain, qui font ce travail, qui connaissent leur monde. Ce sont les mieux placés pour aider à cette autonomisation, pour aider à cette réussite et aider à rétablir la dignité et l'insertion dans notre société qui sont si importantes pour moi. Des solutions générées à Ottawa pour appliquer dans le reste du pays sans l'écoute et l'implication pleine des organismes communautaires, ce ne sont pas du tout des solutions.

Je peux vous assurer que le ministre responsable, Jean-Yves Duclos et son secrétaire parlementaire, Adam Vaughan, qui a toujours été un grand expert en matière d'itinérance par son travail au Conseil municipal de Toronto, ont été fortement impliqués là-dedans.

On est en train d'écouter et de travailler et, surtout, de continuer à valoriser le travail extraordinaire fait par les organismes sur le terrain, les organismes d'économie sociale. Honnêtement, des organismes comme L'Itinéraire font un travail magnifique pour restaurer et rétablir la dignité. Cet engagement est positif envers la société.

Isabelle Raymond **Vous avez choisi d'accorder aux Autochtones une importance prioritaire. Vous avez présenté des excuses, créé des commissions d'enquête et vous vous êtes donné des objectifs, par exemple, en matière de logement et d'eau potable. Quel problème concret aurez-vous réglé avant la fin de votre mandat ?**

Justin Trudeau C'est une très bonne question, mais je vais vous corriger. Ce n'est pas seulement moi qui ai mis une priorité pour les peuples autochtones. À travers le pays, ce sont tous les Canadiens. Pour les Canadiens non-autochtones, il était temps de s'engager dans cette réconciliation, d'agir pour établir un vrai partenariat dans le respect des communautés autochtones. Je suis très content de pouvoir travailler là-dessus.

Il y a des milliers de jeunes qui ont commencé l'année dans de nouvelles écoles qu'on a construites dans les communautés. Des logements, des centres communautaires et des centres médicaux sont en train d'être construits. Il y a aussi des investissements dans la formation et dans la gouvernance qui sont faits dans les communautés à travers le pays.

Au niveau de l'eau potable, d'ici la fin de l'année prochaine, on va avoir éliminé énormément d'avis d'ébullition d'eau dans les communautés autochtones. On a promis de les éliminer complètement d'ici mars 2021, mais déjà, à la fin 2019, il est très clair qu'on en aura éliminés énormément.

Une des raisons pour lesquelles ça prend du temps, c'est que les avis d'ébullition d'eau sont souvent liés à beaucoup de différents facteurs à l'intérieur d'une communauté. Et pour vraiment les régler de façon permanente, ça prend des investissements dans toutes sortes de choses : la formation, l'infrastructure, la gouvernance. Pour s'assurer qu'un an plus tard, ou trois ans plus tard, on ne se retrouve pas avec le même défi. Il faut faire les vrais changements nécessaires pour assurer la sécurité de ces communautés. ■

PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA



Lors d'une conférence de presse tenue au Café de la Maison ronde, le ministre fédéral Jean-Yves Duclos a mis la main à la pâte avec le directeur général de L'Itinéraire Luc Desjardins.

Les communautés auront plus de choix

PAR LAURENT SOUMIS

Les communautés locales pourront désormais déterminer elles-mêmes les meilleures approches pour lutter contre l'itinérance sur leur territoire, affirme le ministre fédéral de la Famille des Enfants et du Développement social, M. Jean-Yves Duclos.

Le 13 juin dernier, le ministre a rendu publique à Montréal sa mise à jour de la stratégie de lutte à l'itinérance qui portera désormais le nom de « *Vers un chez soi* ».

Depuis 2015, Ottawa privilégiait l'approche du « *logement d'abord* » pour trouver rapidement un domicile fixe aux personnes itinérantes. Désormais, Ottawa mettra de l'avant « *une approche collaborative ancrée dans les communautés* ».

« *Le modèle logement d'abord a démontré qu'il était d'une très grande utilité et il va continuer à être une priorité*, a expliqué le ministre. *Toutefois, nous ne fermerons pas la porte à toute innovation de la prestation de services ou à toute population vulnérable ou à risques de se retrouver dans la rue.* »

« *Nous donnerons plus de choix aux communautés*, a-t-il ajouté. *Le nouveau programme s'adaptera aux personnes plutôt que les personnes s'adaptent au programme. Nous viserons des résultats spécifiques plutôt que d'imposer un modèle spécifique d'intervention.* »

Entre 2015 et 2018, les fonds fédéraux dédiés à l'itinérance sont passés de 12 à 17 milliards $. Ils atteindront 24 milliards $ en 2021. Le ministre assure que les communautés déjà désignées (comme Montréal) ne subiront pas de baisse et qu'il pourrait y avoir « *des aides additionnelles* ».

D'ici le 1er avril, Ottawa et Québec négocieront une nouvelle entente fédérale-provinciale « *pour s'assurer que les communautés et les municipalités en profitent le plus efficacement possible* ».

Jusqu'à maintenant, les organismes du milieu ont généralement bien accueilli le virage fédéral.

« *On reconnaît l'importance de la prévention et de l'accompagnement des personnes*, a souligné le directeur général du Groupe L'Itinéraire, M. Luc Desjardins. *L'accès au logement reste une clé importante dans la lutte contre l'itinérance, mais les entreprises d'économie sociale comme la nôtre jouent un rôle essentiel dans la quête d'autonomie des personnes en situation difficile.* » ■

L'unique Café autochtone à Montréal

Favoriser la mixité sociale et l'empowerment des personnes autochtones vulnérables.

Ouvert du lundi au vendredi de 8 h à 19 h

2330 rue Ste-Catherine O.
Square Cabot • Montréal, QC
ATWATER

514 872-9465

itineraire.ca/cafe-maison-ronde

THE ROUNDHOUSE
Café
L'ITINÉRAIRE
LA MAISON RONDE

The only indigenous Café in Montréal

Promoting social diversity and the empowerment of vulnerable Indigenous people.

Open from Monday to Friday - 8AM to 7PM

2330 Ste-Catherine Street West
Cabot Square • Montréal, QC
ATWATER



Taco autochtone
Indian Taco

L'ITINÉRAIRE

Partenaires • Partners

Canada

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal



PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA

CHRONIQUE

PAR LINDA PELLETIER
CAMELOT MARCHÉ MAISONNEUVE

Le pernicieux de la solitude

Je vis seule avec ma chatte depuis des décennies maintenant et je peux vous dire que très souvent, la solitude me fait mal. Je me fais des amies et amis, mais ça ne dure pas. Par exemple j'ai mis fin au bout d'un an mon amitié avec Guylaine parce que chaque fois que nous organisions une sortie, elle ne prenait même pas la peine de me téléphoner pour annuler. Je l'invitais à souper, j'achetais de l'entrée au dessert et elle ne venait pas. Je l'appelais et elle me répondait qu'elle était une femme occupée, elle.

En plus de souffrir du trouble bipolaire, je suis aussi atteinte du trouble de la personnalité limite (TPL). Sans vous expliquer dans le détail les répercussions du TPL, mais dans mon cas le sentiment d'abandon réel ou imaginé est très fort. J'ai eu beau expliquer à Guylaine qu'elle me faisait sentir peu importante et non respectée, elle s'excusait mais recommençait toujours. Ça m'a quand même pris un an à mettre fin à une relation dans laquelle je n'étais pas bien.

Le voisin

Je me suis mise à fréquenter mon voisin, vers le mois de décembre dernier. Je ne restais pas longtemps, une demi-heure, trois-quarts d'heure et je l'écoutais monologuer sur « dans son temps ». Il a déjà travaillé sur des bateaux en tant que cuisinier et quand j'essayais de placer un mot, il me coupait la parole.

Une fois, je me suis permise de lui faire remarquer que j'étais en train de parler et il m'a dit : « *Qu'avez-vous de si intéressant à dire madame pour qu'on ne puisse vous couper la parole ?* » A-t-il porté attention à ce que je disais par la suite ? Pas du tout. Mais, tous les soirs, j'allais faire mon petit tour pour l'écouter déblatérer sur son passé et je me contentais de lui faire remarquer que ça, il me l'avait raconté la veille. Et il m'insultait.

Une fois je lui ai dit : « *Cela a bien été au travail. J'ai vendu 30 magazines en peu de temps.* » Il m'a dit : « *T'appelles ça du travail toé ?* » Il se permettait de me dire qu'il n'aimait pas la couleur de mon vernis à ongles et que je ne prenais pas bien soin de ma chatte. Et j'y retournais.

Un soir où l'on parlait d'humoristes, je lui ai proposé d'écouter une capsule de Julien Lacroix, que je trouve désopilant. Il m'a dit non, bien sûr, puis il m'a parlé de Dieudonné que j'adore aussi et dont je possède un DVD.

Je vais le chercher, mais ça ne fonctionne pas dans son lecteur. Alors il met : *Il était une fois dans l'Ouest*, de Sergio Leone. Un chef-d'œuvre, je sais, mais je lui avais dit que ça ne me tentait pas de le regarder. Édouard, appelons-le ainsi, m'a dit : « *Juste le bout de la mouche* ». Et le film continuait, alors j'ai décidé d'écrire un truc sur mon téléphone. C'est comme si j'avais commis un meurtre. Il m'a crié : « *Ben si té venu icitte pour jouer sur ton téléphone, pogne tes cochonneries pis sacre ton camp chez vous.* »

Un misogyne fini

Le fait que mon voisin me mette à la porte m'a mise à l'envers durant deux bonnes semaines. Pas parce que je venais de perdre un bon ami, au contraire. Il me mettait toujours en colère et, le mot est faible, il disait que les femmes aiment ça se faire violer en parlant de Gilbert Rozon et un tas d'inepties. Édouard a 72 ans et est un misogyne fini.

Une fois, il est allé à la clinique médicale. Il était révolté de voir qu'il y avait autant d'immigrants. Alors je lui ai dit: « *Vous avez fait quoi vous pour naître ici ? L'avez-vous choisi ?* » Je lui ai fait remarquer que ces gens venaient souvent de pays où l'on torture, où c'est la guerre, la famine, la dictature. Il m'a répondu que je me faisais bourrer le crâne par les documentaires que j'écoute. Bref, il ne partage aucune de mes valeurs.

J'ai été tourmentée à cause de mon maudit trouble de la personnalité limite. On m'avait mise à la porte pour rien. En moi l'angoisse et la logique se tiraillaient. Je me répétais que c'était une bonne chose parce qu'il me crie souvent après. J'ai quand même fait de l'insomnie pendant près de deux semaines.

C'est difficile d'être moi, bipolaire et TPL. En gros, je dirais que, même quand je vais bien, mes émotions sont dure à gérer.

C'est peut-être la raison pour laquelle je choisis très mal mes amis ? Bien sûr j'ai des défauts moi aussi, mais en parler n'étais pas l'objectif de ce texte. Est-ce la solitude ou mes émotions qui font que je me retrouve souvent avec des personnes qui sont toxiques pour moi ? ■

Une marche pour le logement social

Le FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain) organise une grande marche nationale pour revendiquer davantage de logements sociaux au Québec. Cette marche s'ébranlera le 2 septembre prochain.

Une trentaine de marcheurs partiront alors d'Ottawa et traverseront une partie de la province pour arriver au Parlement de Québec le 29 septembre 2018, soit une semaine avant les élections provinciales.

Le FRAPRU réclame plus d'investissement de la part des trois paliers de gouvernement, soit de la part des municipalités, du provincial et du fédéral. On réclame aussi davantage de concertation entre les instances politiques afin de développer un vrai programme de logements sociaux.

Les besoins sont criants comme l'indique Véronique Laflamme, porte-parole de l'organisme : « *Le FRAPRU est scandalisé du faible nombre de logements sociaux réalisé l'an dernier au Québec et de l'écart majeur entre les annonces budgétaires et la réalité. Le type de ménages les plus pénalisés sont les familles et les personnes aînées en perte d'autonomie. Pourtant, les besoins sont urgents : 195 635 ménages locataires du Québec consacrent plus de la moitié de leur revenu pour se loger, au détriment de leurs autres besoins essentiels, dont 58 000 en consacrent plus de 100 %* ».

Tout au long du parcours, les citoyens sont invités à joindre la troupe de marcheurs pour accompagner pendant quelques kilomètres les représentants du FRAPRU, et marquer ainsi leur appui à la cause du logement social. Pour moi, un logement décent est un droit fondamental pour tous dans notre société.

GAÉTAN VAILLANCOURT
CAMELOT VILLA-MARIA



My New Outlook on Nutrition

For about 30 years now I've been going to the gym to train with weights. Being in shape made me feel better. For many years I was not careful of what I ate, but five years ago I started dieting. After losing over 20 pounds I eased off and was scared I might lose strength.

Since early December of 2017 I've changed my eating habits, because it was necessary for my health. My new healthier lifestyle has been good for me and now I look, feel and even sleep better. Some people have noticed that I look slimmer and have asked me about it.

Even though I go to the gym weekly to lift weights and do cardio exercises, there are other factors involved in my well-being. Nutrition is very important in maintaining a healthy lifestyle, even more important than the amount of times that I go to the gym.

Some of the first changes I made were to have a more solid breakfast. Every morning I make sure to consume a protein shake, that has more nutrients and gives me a boost to start the day.

I eat whole wheat bread instead of white bread and have fewer slices. I'm drinking much more water now because my body should be hydrated and consume less carbohydrates especially in the evening.

Also, I bought a body analysis scale and use it every day to monitor myself. Health is the second most important thing for me after spirituality. Being healthy can prevent me from having high cholesterol and having a heart attack.

Now I'm used to living this way and I know that it's doing me good. Now, I don't want to look back.

BILL ECONOMOU
VENDOR MARCHÉ ATWATER



MOTS DE CAMELOTS

Ma mère

Ma mère a grandi dans le quartier Saint-Roch à Québec au sein d'une famille de huit enfants. Le dernier, mon oncle Jean-Yves, possédait une épicerie sur la rue Montmagny. Souvent, quand mes parents allaient voir les grands-parents de ma mère, j'aimais donner un coup de main à l'épicerie. Il me récompensait d'un sac de chips et d'une liqueur.

Une fois que le mari de ma mère est décédé, en 1976, elle quitta Pont-Rouge et pour rester dans un des loyers de son frère. Comme je travaillais à Montréal, je descendais avec ma femme voir ma mère à Québec. Je m'empressais d'aller voir mon oncle à l'épicerie. Des fois, c'était sa femme Marie qui le remplaçait.

Un jour, ma mère est venue à Montréal, à l'âge de 91 ans. J'étais content de la voir dans une maison pour personnes âgées, de savoir qu'elle gardait encore ses souvenirs et qu'elle était encore autonome. J'étais content qu'elle soit près de sa fille.

Elle est décédée à 97 ans, et son frère peu de temps après. Cela m'a fait beaucoup de peine, mais les bons moments que j'ai eus avec elle resteront toujours gravés dans ma mémoire.

Merci à tous mes clients.

RÉAL LAMBERT
CAMELOT LAURIER / LANAUDIÈRE





Safa Chebbi

PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA

Médias en transformation

Lutter contre le manque de représentation des minorités visibles dans les médias

PAR CAMILLE TESTE

Au Québec, les minorités visibles sont encore sous-représentées ou mal représentées dans la presse, à la télévision et à la radio. Zoom sur un phénomène aux conséquences fâcheuses.

En comptant les personnes autochtones, les « minorités visibles », c'est-à-dire les personnes qui ne sont pas blanches, constituent plus de 15 % de la population totale du Québec. A Montréal, elles représenteraient même 35 % de la population. Principalement noirs, arabes, latinos ou asiatiques, ces individus sont le symbole de l'interculturalité québécoise. Mais lorsqu'on demande aux militants et aux chercheurs si cet état de fait se reflète dans les médias, tous répondent par la négative.

Militante engagée contre le racisme, Safa Chebbi connaît bien le sujet. À 34 ans, cette organisatrice communautaire élabore régulièrement des ateliers avec la fondation Filles d'action. L'objectif : outiller les adolescentes pour leur permettre de développer un regard critique sur leur environnement social et médiatique. Le projet s'adresse principalement aux jeunes racisées.

Parmi les exercices proposés, Mme Chebbi effectue des décryptages de la presse québécoise, afin de réfléchir à la manière dont sont représentées les minorités dans les médias. « *L'exercice fonctionne en deux temps. D'abord, on se procure des titres de presse variés, tels que Métro ou Elle, et on compte le nombre de personnes racisées pour chaque type de publication*, explique-t-elle. *Dans un second temps, on regarde quels types d'événements sont associés à elles.* »

Estime de soi

Des expériences comme celle-ci, universitaires et organismes communautaires en ont menées des dizaines. Chaque fois, les résultats sont édifiants : les communautés culturelles sont sous-représentées, ou bien représentées de manière stéréotypée.

« *Dans les magazines qui traitent de la vie des vedettes, les personnes représentées sont blanches, pour l'immense majorité d'entre elles* », souligne Safa Chebbi. Quant aux magazines « mode et beauté », les seules personnes issues des minorités visibles sont métisses. « *En général, les quelques femmes*



" vraiment noires " présentes dans ces publications auront les traits fins, proches des canons de beauté blancs. »

Loin d'être anodin, ce traitement joue un rôle considérable sur l'estime de soi. « *Ces représentations sont problématiques car elles contribuent à créer un modèle de beauté unique*, déplore-t-elle. *Cela pousse les jeunes, en particulier pour les filles, à se transformer. Certains vont aller jusqu'à se blanchir la peau ou à se lisser les cheveux pour se conformer, ce qui n'est pas sain du tout.* »

Des représentations stéréotypées

Mme Chebbi regrette également que les modèles de réussite professionnelle représentés dans les médias québécois ne reflètent pas la diversité de la province. « *Il est rare de voir une personne issue de la diversité dans une position de pouvoir. La conséquence de cela, c'est que beaucoup de jeunes n'arrivent pas du tout à s'identifier.* »

Or, cet état de fait joue un rôle conséquent, selon elle, sur les choix de carrière de ces adultes en devenir. « *On voit des jeunes qui ne vont pas planifier leur vie en fonction de ce qu'ils aiment mais en fonction de ce qu'ils croient possible pour eux. Par exemple, une jeune fille voilée pourrait éviter certains secteurs, dont celui des médias, en considérant que ce n'est pas atteignable pour quelqu'un comme elle* », explique Mme Chebbi, qui porte elle-même un voile.

Dans l'expérience qu'elle mène avec ces jeunes, la militante s'intéresse aussi à la presse d'actualité. Le constat qu'elle y fait est tout aussi amer. Car si on y voit un peu plus d'individus issus des minorités visibles, il est rare que leur présence soit associée à une actualité positive. « *Ces personnes sont presque toujours associées à des événements négatifs, tels que des inondations ou des actes de violence.* »

Sentiment d'appartenance

Si chercheurs et militants sont nombreux à se battre pour faire évoluer cette question, c'est que l'enjeu est de taille : « *Le manque de représentation conduit souvent les personnes issues de ces minorités à penser qu'elles ne peuvent pas faire confiance à un système qui ne prend jamais la peine de parler d'elles, ou seulement pour aborder des sujets négatifs ou stéréotypés* », déplore-t-elle.

Pour Christian Agbobli, professeur au département de communication sociale et publique de l'UQAM, l'enjeu dépasse largement le cadre de ces seules minorités : « *le Québec se présente comme une société interculturelle, qui reconnaît l'apport de ses différentes communautés. Pourtant ces médias ne semblent pas refléter cette diversité.* »

Selon lui, c'est avant tout une question de cohérence. « *Si notre ambition est de créer une société dans laquelle nous sommes vraiment égaux, il est juste que les gens soient représentés de façon adéquate.* »

PHOTO : COURTOISIE SAFA CHEBBI



PHOTO : COURTOISIE DAM



Nadia Hajji

Impact sur le public

Au-delà des conséquences subies par les premiers concernés, il est difficile d'imaginer que ces stéréotypes n'aient pas aussi un effet sur le grand public.

Nadia Hajji est responsable de la recherche pour Diversité artistique Montréal (DAM), un organisme qui mène, en ce moment-même, une consultation sur le racisme systémique dans la culture et les médias. Selon elle, en abordant peu, ou mal, les enjeux qui touchent les minorités visibles, on contribue à les « invisibiliser », d'une part, mais aussi à perpétrer un climat de peur à leur encontre. « *Une représentation stéréotypée ou exotique va forcément entretenir les préjugés et accroître le rapport de force entre la majorité et les minorités culturelles* », explique-t-elle.

Selon statistiques Canada, en 2016 il y avait

15 % de **minorités visibles** au Québec

35 % à **Montréal** en comptant les personnes autochtones

« *Ce que les gens doivent comprendre, c'est que nous payons tous les jours le prix de ces images véhiculées par les médias* », ajoute Safa Chebbi. Un prix élevé, déboursé à chaque regard en coin, à chaque réflexion déplacée, à chaque comportement discriminatoire. « *C'est une forme de violence qui n'est ni verbale, ni physique, mais symbolique. Et cette violence fait tout aussi mal* », insiste Safa Chebbi, qui rappelle qu'il n'y a pas si longtemps, les Québécois blancs francophones, à qui on disait « *speak white* », vivaient une violence similaire.

Un journalisme blanc et Plateau-centré

Alors, comment expliquer que la Belle Province ne soit pas plus encline à représenter fièrement ses minorités visibles dans les médias ?

Serait-ce parce qu'instinctivement, ceux qui font l'actualité n'y pensent pas ? Après tout, les journalistes québécois demeurent blancs à plus de 90 %, une proportion bien supérieure à leur représentation réelle dans la société civile.

Dans une entrevue diffusée sur le site de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec en 2016, Eric Trottier, rédacteur

en chef de *La Presse*, allait même plus loin, reconnaissant que sa rédaction demeurait principalement « *francophone, catholique, et très Plateau Mont-Royal* », avouant également que cela pouvait avoir des conséquence sur le choix des sujets traités ou non. « *Notre travail c'est de refléter le plus fidèlement la société dans laquelle on vit, alors si on fait juste parler des problèmes de blancs, francophones, qui font de bons salaires, ça ne marche pas.* »

« *Pour faire avancer la question, il faudrait commencer par recruter des étudiants issus des minorités* », soutient de son côté Jean-Hugues Roy, professeur à l'école des médias de l'UQAM. « *Pour y parvenir, nous allons régulièrement faire des présentations dans des milieux plus représentatifs de la diversité québécoise. Sauf que jusqu'à maintenant,* reconnait-il, *ça ne porte pas vraiment ses fruits.* »



La peur de parler

Une fois les portes des rédactions passées, les défis qui attendent les rares journalistes issus des minorités visibles sont encore nombreux. Lela Savić, 30 ans, est issue de la communauté Rom. Journaliste récemment diplômée, elle fait partie de ces quelques exceptions.

Très sensible à la question de la représentation des minorités, elle confie que pour les « *journalistes non blancs* », il n'est pas toujours évident d'aborder le sujet. « *En tant que journalistes racisés, nous sommes déjà dans une situation de précarité dans une salle de presse, car nous sommes très peu nombreux*, explique-t-elle. *Ça demande du courage pour amorcer une conversation et évoquer, par exemple, le racisme inconscient qui peut transparaître dans certains textes ou dans certains comportements.* »

Si elle se sent à l'aise pour aborder ces questions avec d'autres journalistes racisés, comme il peut être plus facile de parler de sexisme entre femmes, elle reconnait avoir peur que prendre la parole auprès des autres ne conduise ses pairs à « *la voir comme une activiste et à remettre en cause sa crédibilité journalistique* ».

De même, elle confie que, du fait de son origine culturelle, produire du contenu journalistique qui touche aux minorités ne va pas de soi. « *Par exemple, moi j'ai un accès privilégié à la communauté Rom. Mais j'hésite à couvrir la question car je ne veux pas être accusée de communautarisme ou être soupçonnée de ne pas avoir la distance nécessaire.* »

D'une manière générale, Mme Savić regrette que l'intégration des personnes issues des minorités prenne régulièrement la forme d'une intégration de façade. « *Embaucher des journalistes racisés ne sert à rien si on ne prend pas le temps de les écouter et si on ne leur fait pas confiance lorsqu'ils traitent des questions raciales.* »

Médias alternatifs

Face aux grands médias québécois dans lesquels les personnes issues des minorités ne se sentent ni entendues, ni impliquées, de nombreuses initiatives émergent.

Sur Facebook, il existe par exemple des groupes informels qui agrègent du contenu sur le sujet. Parmi les plus populaires, *Tout le hood en parle*, *e(race)d out*, *Qouleur*, *Décider entre blancs* ou *Décolonial News* ont vocation à informer et à dénoncer les inégalités subies par les personnes minoritaires.

Certaines initiatives, plus institutionnalisées, ont aussi pour objectif de mettre l'accent sur une ou plusieurs communautés, afin d'accroître leur visibilité et redonner à leurs membres le sentiment que leur actualité compte aussi. En la matière, le site américain *The Root*, lancé en 2008, est un cas d'école. Ce web magazine, qui se concentre sur la culture noire, dispose aujourd'hui d'un lectorat composé de plusieurs millions de personnes.

De même, le *Huffington Post* américain a récemment mis en ligne une section communauté sur sa plateforme, laquelle se subdivise en cinq catégories : « Voix Latinas », « Voix noires », « Voix asiatiques », « Voix queer » et « Voix féminines ». Un choix que n'a pas fait la version québécoise du média.

« *Ces médias alternatifs et plus généralement les outils du web comme Facebook live sont un excellent moyen de faire entendre d'autres voix et de toucher plus de personnes* », se réjouit Safa Chebbi, très active sur les réseaux sociaux.

Risque de ghettoïsation

Ces projets, qui visent à segmenter le marché afin de cibler certains groupes spécifiques, ne mettent pourtant pas tout le monde d'accord : « *Dans le contexte actuel d'une tension entre logique hégémonique des médias et volonté de proposer une information juste et équilibrée, ce sont des initiatives que j'accueille favorablement car elles sont un espace de parole* », soutient Christian Agbobli.

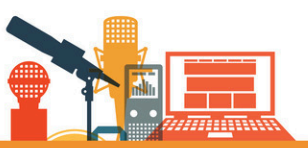
Mais selon Lela Savić, ce type d'initiative conduit à une forme de ghettoïsation de l'information : « *le problème lorsqu'on fonde nos propres médias en tant que minorités, c'est qu'on va finir par se lire uniquement entre nous. Et ça ne suffit pas*, soutient-elle. *Au contraire, on doit se battre pour obtenir une vraie place dans les médias de masse. Moi je ne veux pas prêcher des convertis, je veux parler à tout le monde.* »

Une charte éthique

Alors, comment faire avancer cette question ? Selon Dominique Payette, de l'Université Laval, « *il faudrait une masse critique* [de journalistes racisés] *à l'intérieur des rédactions* ». En d'autres termes, le discours médiatique portant sur les minorités visibles évoluera vraiment quand le nombre de personnes issues des minorités seront plus nombreuses à prendre la plume et à occuper des postes de direction dans le secteur.

De son côté, Lela Savić est favorable à la création d'une charte éthique qui permettrait de sensibiliser les écoles de journalisme et les rédactions à la manière dont sont traitées les minorités dans les médias de masse. « *J'aimerais créer un guide pour les journalistes du Québec afin de les sensibiliser au problème. J'espère qu'ainsi, ils traiteront mieux les questions qui touchent à la diversité.* » Et selon elle, il y a urgence : « *Il faut que les journalistes réalisent le mal qu'ils font à une partie de leurs concitoyens en perpétuant des clichés et en faisant preuve de gêne, mais pas d'écoute, lorsqu'on essaye d'expliquer en quoi c'est problématique* ».

Pour Christian Agbobli enfin, difficile d'imaginer que les minorités seront davantage représentées dans les médias sans une politique publique conséquente. « *Même si les médias privés se disent soucieux de la diversité, dans le fait leur rôle est de faire du profit, pas de répondre au souci de diversité de la population*, argumente-t-il. *En effet, au Québec, la majorité des personnes qui leur permettent d'en faire ne sont pas issus de la diversité. Quant aux médias publics, ils pourraient faire plus, mais nos politiques publiques sont-elles assez contraignantes en la matière ? Rien n'est moins sûr.* » ■

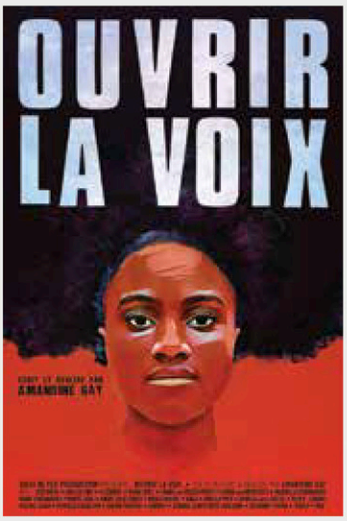


4 formats innovants pour donner la parole aux minorités

Depuis 25 ans, *L'Itinéraire* s'est donné pour mission d'amplifier les voix des personnes concernées par la précarité et par l'itinérance. Ces derniers mois, au Québec, de nombreuses initiatives ont décidé de s'appuyer sur les nouveaux outils du web pour faire résonner d'autres voix.

1 Ouvrir la voix

Réalisé et autofinancé par Amandine Gay, documentariste française basée au Québec, *Ouvrir la voix* est sorti en 2017. Prix du public aux Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM), le film donne la parole à des femmes noires vivant dans des pays à majorité blanche. Une manière, pour les premières concernées, de parler de racisme et de sexisme, les yeux dans les yeux avec le spectateur. « Les extras » du film, disponibles sur YouTube, proposent également, sur un ton drôle et intelligent, une plongée dans l'expérience de ces femmes.



2 Rude, the podcast

Lancé en mai 2018 par sept colocataires montréalais, pour la plupart chercheurs, artistes ou activistes, Rude est un balado anglophone hebdomadaire. Sa mission : aborder des questions qui touchent aux minorités. « *On a appelé le projet Rude* [mal élevé] *parce que souvent, quand tu essayes de dire la vérité à ceux qui sont en situation de pouvoir, tu te fais dire que tu es impoli ou en colère, donc on s'est approprié ce mot-là* », explique Emilie Nicolas, co-fondatrice. Dans le premier épisode, Rude aborde par exemple les conséquences que la légalisation du pot aura sur les communautés racisées. Dans le deuxième, l'équipe s'intéresse à « l'étiquette queer » en donnant la parole à l'artiste Kama La Mackerel, femme trans née à l'île Maurice.

3 Sisters Power

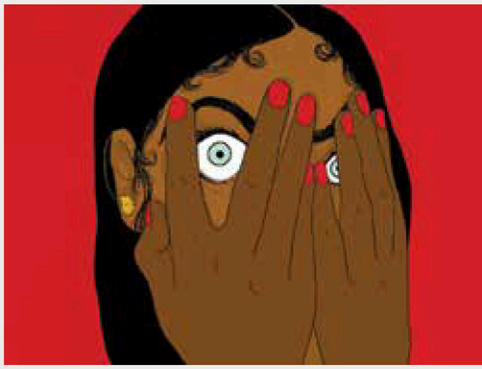
Créée au printemps 2018 par trois jeunes femmes, cette page Facebook et Instagram diffuse des témoignages vidéo exclusifs de femmes musulmanes basées au Québec. L'objectif du projet : leur permettre de s'exprimer sur ce qu'elles vivent sans prendre le risque de voir leur voix transformée ou instrumentalisée. Sur cette page, les participantes abordent leur rapport au voile, au ramadan ou à l'identité. Toutes les participantes sont anonymes, fondatrices comprises. Une mesure nécessaire, selon ces dernières, pour « *éviter le harcèlement ou la calomnie* ».



4 Mediafugees

Lancé en avril 2018 entre le Québec et la France, *Mediafugees* est un webmagazine bilingue dont l'intégralité des articles sont écrits par des personnes réfugiées ou en exil. En diffusant des histoires personnelles ou des articles plus journalistiques sur tel ou tel phénomène de société, le projet veut amplifier la voix de ses auteurs et pousser les lecteurs à mieux comprendre la « condition de réfugié ». Plus largement, la plateforme espère pousser des médias plus installés à mieux couvrir les questions migratoires en donnant une place plus importante aux premiers concernés.

ILLUSTRATION : PAULINE ROCHETTE



PAR CAMILLE TESTE



PHOTOS : COURTOISIE CANAL M

Hélène Denis et Clotilde Seille

Canal M

Quand le droit à l'information devient réalité

PAR CAMILLE TESTE

Si parler de tous est un défi pour le futur des médias, parler à tous constitue également un enjeu fondamental. C'est la mission que s'est donnée Canal M, la radio québécoise qui diffuse, partout au Canada, des nouvelles destinées à ceux qui ne peuvent pas lire les journaux.

Quand le projet a vu le jour en 1986, l'objectif était simple : permettre à des personnes confrontées à des problèmes de littératie, à des troubles d'apprentissage tels que la dyslexie ou encore malvoyantes d'accéder à une information de qualité, comme le reste des Canadiens.

Créé par Vues et Voix, un organisme montréalais qui enregistre, depuis les années 1970, des livres adaptés en version audio, ce service s'est imposé comme une suite logique. « *Nous nous sommes rendu compte qu'au quotidien, les personnes ayant des difficultés de lecture étaient confrontées à de vraies lacunes en termes d'information* », raconte Christiane Campagna, responsable des communications de *Canal M*.

Sa rapprocher de l'actualité

Pour faire face à cette situation, les équipes de Vues et Voix ont une idée toute simple : lire, sur les ondes, des articles de journaux et de magazines. Un projet judicieux puisque 30 ans plus tard, ce service existe encore. « *Aujourd'hui, nous proposons de nombreux contenus lus. Par exemple, notre émission* Les voix de services, *diffusée chaque matin à neuf heures, propose des articles tirés de revues variées, du* Bel Âge *à* L'Itinéraire. »

Nerf de la guerre, les animateurs, souvent bénévoles, conservent une relative liberté quant aux thèmes qu'ils souhaitent couvrir. « *Chacun a ses spécialités. Yvan Deslauriers, par exemple, lit essentiellement des articles qui concernent l'activité physique.* »

Autre format populaire : l'émission d'Hélène Denis, *Le quotidien des quotidiens*, dont le contenu est davantage centré sur l'actualité de tous les jours. « *L'idée n'est pas seulement de traiter de l'actualité brute, car nos auditeurs pourraient l'entendre sur d'autres radios,* explique Christiane Campagna. *Ce qui fait notre différence, c'est que nous rendons accessibles les éditoriaux, analyses et chroniques qui font la spécificité de chaque journal.* »

Musique, lecture et débats de société

Avec les années, l'offre s'est diversifiée. Canal M propose aujourd'hui des émissions musicales, littéraires, ou centrées sur des questions de société ou de santé.

Du reste, la radio n'a jamais perdu de vue sa mission première, celle de favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap. Pour ce faire, elle fait de ses émissions des espaces de parole pour les organismes et les individus engagés dans ce combat.

« *Aujourd'hui, notre programme phare, c'est* Accès Libre, *émission durant laquelle l'animatrice Anne-Laure Jeanson reçoit des militants, des décideurs et des acteurs du milieu pour parler de handicap et d'accessibilité.* » Parmi les sujets abordés ces dernières semaines par Mme Jeanson, on trouve ainsi l'avenir du braille, la Semaine québécoise des personnes handicapées ou la pauvreté chez les personnes en situation de handicap.

Qualité des contenus

Pour exister, *Canal M* s'appuie sur une équipe composée d'employés et de bénévoles. Techniciens, animateurs et recherchistes se relaient pour proposer des contenus aussi qualitatifs que possible. « *Par exemple, nous accordons une grande importance à la qualité de lecture. Ainsi, nous nous assurons que nos bénévoles sont en mesure de faire une lecture vivante, mais non théâtrale.* »

Pour arriver jusqu'en studio, les bénévoles de *Canal M* ont ainsi dû démontrer des compétences et une vraie rigueur : « *Pour ce qui est de l'animation, nous cherchons des gens qui sont capables de parler un québécois soutenu,* continue Mme Campagna. *Et puis, en général, nous demandons aux volontaires d'être disponibles pour la durée* ».

Le contrôle de la qualité des contenus ne s'arrête pas là. L'un des objectifs de *Canal M* est de proposer un niveau de lecture identique à celui que pourrait faire une personne pleinement valide. « *Pour s'assurer que nos auditeurs bénéficient des mêmes textes, nous avons toujours quelqu'un qui vérifie en direct que le texte lu est conforme et que le lecteur utilise exactement les mêmes mots.* »

Disponible en direct et en différé, les émissions de Canal M ne sont plus diffusées sur les ondes hertziennes, mais sur internet et sur le câble. « *Depuis 2009, nous faisons partie de l'offre numérique de base francophone, partout au Canada. C'est d'ailleurs comme ça que la majorité de nos auditeurs nous écoute.* » Une manière de toucher un public large et de rappeler qu'au Canada, l'accès à l'information est un droit pour tous. ■

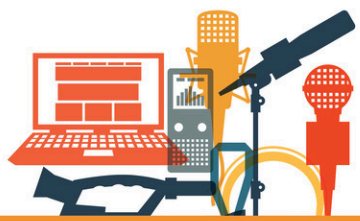




PHOTO : SARAH BABINEAU

Rad, le laboratoire de journalisme de Radio-Canada

Médias en transformation

Quels défis attendent la relève en journalisme ?

PAR CAMILLE TESTE

La démocratisation d'internet a transformé les métiers de l'information. Dans un tel contexte, quel avenir pour le journalisme au Québec ?

Segmentation du public, fin du modèle de financement traditionnel, concentration des revenus publicitaires vers les géants du numérique : depuis quelques années, la liste des maux qui affectent le secteur des médias est longue. Loin d'échapper au phénomène, les jeunes journalistes sont aux premières loges et doivent affronter des défis bien différents de ceux qu'affrontaient leurs aînés.

Une crise de la qualité

Dominique Payette, 64 ans, a été journaliste pendant une trentaine d'années, dont un quart de siècle à couvrir l'actualité canadienne et internationale. Pour celle qui est devenue professeure au département d'information et de communication de l'Université Laval en 2006, pas de doute : le métier s'est transformé.

Parmi les changements survenus depuis qu'elle a quitté la profession il y a une quinzaine d'années, Mme Payette observe que les médias d'information ont ainsi mis l'accent sur les contenus légers, les faits divers ou un traitement de la politique plus orienté vers la personnalité de ses acteurs que vers leurs idées.

Ce constat, Renaud Carbasse, également professeur à l'Université Laval, le partage. Il déplore que ces choix éditoriaux se fassent au détriment du journalisme d'enquête, du journalisme international et d'une couverture efficace des enjeux locaux, qui coûtent plus cher ou rapportent moins. « *Couvrir la politique municipale ou internationale, c'est démocratiquement pertinent, mais ça fait peu de clics. Dans un contexte de crise des médias, il semble y avoir à ce sujet une vraie résignation de la part des rédactions et des entreprises de presse.* »

Un rythme effréné

Comme la majorité de ceux qui ont exercé cette profession avant l'arrivée du numérique, Mme Payette s'inquiète également du rythme auquel doivent se plier de nombreux journalistes aujourd'hui. « *Ils vont à trois, quatre conférences de presse par jour ou écrivent plusieurs articles dans la même journée*, déplore-t-elle. *On ne peut pas s'attendre à une grande profondeur d'analyse dans ces conditions : une conférence de presse devrait être le début du sujet, pas le sujet en tant que tel !* »

Au-delà des conséquences néfastes pour la vie démocratique qu'engendrent de telles pratiques, Mme Payette évoque aussi la précarisation du métier au niveau individuel. « *Ce rythme effréné a forcément des effets sur le plan personnel, en particulier chez les femmes. Aujourd'hui, il est difficile de combiner très longtemps cette profession avec une vie de famille.* »

Apprendre à travailler à la pige

En parallèle, nombre de jeunes journalistes doivent faire face à une réalité crue : durant leurs premières années, beaucoup travailleront à la pige. S'ils viennent, les contrats permanents viendront plus tard. « *Lorsqu'on va donner des formations au secondaire, dans les cégeps et dans les universités, on se rend compte que les jeunes ne sont pas préparés au journalisme indépendant. Pourtant, c'est une réalité à laquelle il est difficile d'échapper aujourd'hui* », souligne Valérian Mazataud, vice-président de l'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ). « *Le journalisme indépendant n'est pas une tare en soi, au contraire, c'est plutôt un facteur de dynamisme dans les médias*, poursuit-il. *Mais aujourd'hui les conditions de travail, notamment le montant des cachets et les conditions de remboursement des dépenses encourues, sont très mauvaises.* »

Face à cette précarisation du métier, les apprentis reporters doivent faire preuve d'acharnement et de créativité. « *Aujourd'hui, ce qu'on demande aux jeunes, c'est d'être capables d'amener des projets, de travailler vite et de maîtriser un grand nombre de plateformes*, affirme Renaud Carbasse. *Un jeune qui sort de l'école sans portfolio ou sans une présence en ligne, ça complique les choses.* »

Jules Vincent a 22 ans. Étudiant à l'Université de Montréal en DESS de journalisme, il sait qu'il n'a pas choisi la voie la plus facile et que la concurrence est rude. « *Dans ma formation, on nous a prévenus : la situation est compliquée, ça peut être long avant d'y arriver.* »

Pour se faire une place, il multiplie les projets. Une fois par semaine, il anime ainsi *Le Panoptique*, une émission diffusée sur la radio communautaire CISM 89,3 FM. Avec plusieurs étudiants de son programme, il développe également son propre média en ligne.

L'avènement du « Moi Inc. »

Cette stratégie, Renaud Carbasse la connaît bien : « *On voit de plus en plus de journalistes se transformer en entrepreneurs. C'est* ▸

un phénomène symptomatique de la fin du salariat, que certains appellent " le Moi Inc. ". En bref, la précarisation du métier va pousser le journaliste à « se *brander* », c'est-à-dire à valoriser son image de marque en diversifiant les projets, quitte à monter un micro-média au sein duquel il gèrera, seul ou avec un petit groupe de personnes, les contenus, la diffusion et la communication. « *Souvent c'est un moyen de placer des sujets* [journalistiques] *qu'on n'arrive pas à vendre ailleurs* », dit M. Carbasse.

Si cette posture peut être un moyen de servir ses propres intérêts, M. Carbasse rappelle qu'une telle stratégie peut aussi avoir une valeur citoyenne. « *Les deux ne sont pas incompatibles. Après tout, de nombreux journaux sont nés car ses fondateurs ne se reconnaissaient pas dans l'offre médiatique d'alors* », rappelle-il, citant le journal français *Libération*, créé dans les années 1970 pour faire entendre une voix maoïste dans l'Hexagone.

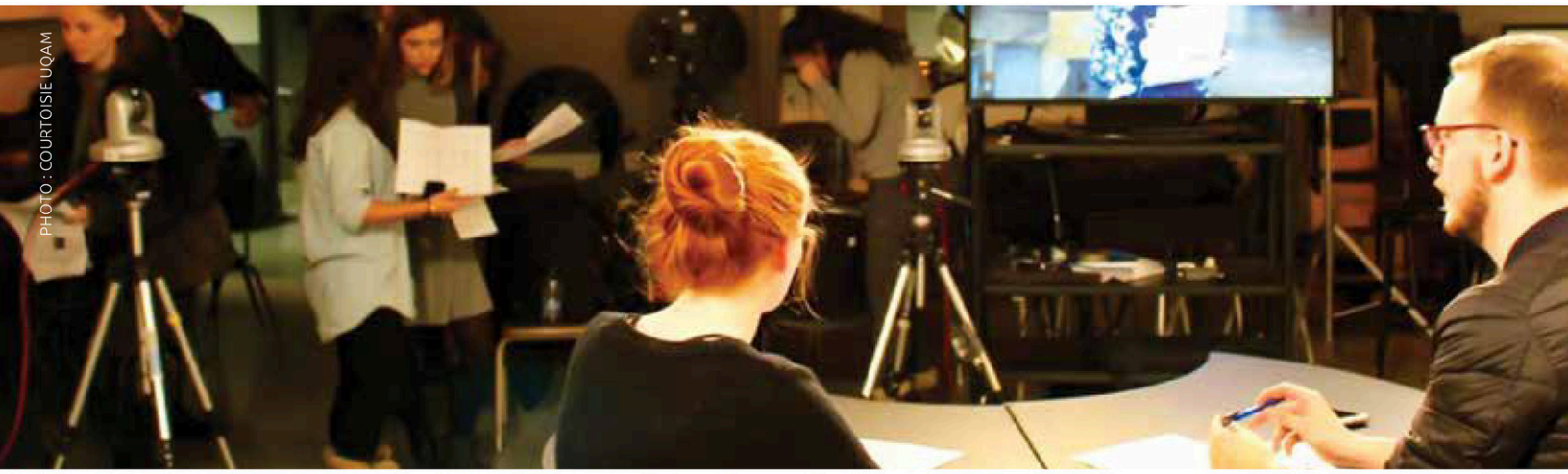


PHOTO : COURTOISIE UQAM

Démocratie créative

Pour beaucoup, redonner aux journalistes la possibilité de faire de l'information un outil démocratique est un enjeu fondamental. « *Je crois qu'aujourd'hui, les auditeurs ne sont pas très intéressés par les enjeux citoyens. Or, il me semble que les journalistes, au lieu de les aider et de les faire réfléchir, ont tendance à contourner le problème*, affirme Dominique Payette. *Cette profession a grandement contribué à sortir le Québec de la crise des années 1950 : il faut que ça revienne.* »

Pour y parvenir, les professionnels des médias ne manquent pas d'idées. Johanne J. Lapierre est la chef éditoriale de *Rad*, le laboratoire de journalisme de Radio-Canada, créé en 2017. Selon elle, une manière de réintéresser le public aux enjeux de société consiste à travailler sur le ton et sur la forme des sujets proposés. « *Il est tout à fait possible d'aborder des questions aussi sérieuses que l'aide médicale à mourir ou les Autochtones. Mais la façon de le faire a son importance,* explique-t-elle. *À* Rad*, par exemple, nous nous appuyons beaucoup sur les codes du web.* »

Pour créer de l'information, l'équipe, composée de journalistes, développeurs, vidéastes et professionnels du design, s'appuie notamment sur un ton humoristique, un graphisme innovant, des filtres Instagram et même des GIF.

En parallèle, Rad compte sur ses jeunes recrues pour assurer à ses contenus une vraie pertinence. C'est dans cette optique qu'a été créée la Rad Académie, une formation de six semaines destinée aux étudiants. « *Travailler avec des jeunes, c'est une manière de se nourrir de leur ton, de leur style, et d'explorer ce qu'ils veulent aborder,* explique-t-elle. *Et contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce n'est pas forcément les sujets " de jeunes " qui les intéressent le plus* ».

Selon Mme Lapierre, ce travail créatif n'empêche pas de respecter les normes déontologiques de la profession. « *Pour nous, il est important de respecter la crédibilité de* Radio-Canada *et d'appliquer le code d'éthique journalistique,* affirme-t-elle. *Nous sommes un diffuseur public, notre mission est d'informer le plus grand nombre. Et justement, nous croyons que le public peut entrer chez nous par un format drôle ou créatif, s'abonner à notre page grâce à lui et s'intéresser ensuite à des sujets vers lesquels il ne serait pas forcément allé en temps normal* ».

Des solutions politiques

Au Québec, ce laboratoire d'expérimentation fait figure d'exception. Seul média public de la province, *Radio-Canada* n'est pas guidé par des intérêts purement marchands et reste l'entité la mieux placée pour financer un journalisme exigeant et lutter, du même coup, contre la précarisation du métier.

Pour autant, ses moyens d'actions demeurent restreints. « *Si* Radio-Canada *est financé par le contribuable, ce financement est très limité : il équivaut à une trentaine de dollars par an et par personne* », regrette Renaud Carbasse. À titre de comparaison, chaque année, les contribuables britanniques financent la BBC à hauteur de 100 dollars par personne. De leur côté, les Norvégiens, qui détiennent le record en la matière, dépensent environ 180 dollars. « *Le problème, au Québec, c'est que le journalisme n'est pas non plus soutenu par de grandes fondations privées, comme aux États-Unis.* »

Dans un contexte de crise du financement des médias, qu'ils soient publics ou privés, certains acteurs regrettent que les institutions publiques canadiennes n'en fassent pas plus pour sortir le secteur de ce marasme quasi-structurel. « *Aujourd'hui par exemple, Google et Facebook captent presque 80 % des recettes publicitaires numériques du pays*, souligne M. Carbasse. *Le problème, on l'a vu avec le comportement du gouvernement Trudeau à l'égard de Netflix, est qu'il refuse de taxer les entreprises du web.* »

« *Aujourd'hui, nous avons l'occasion de redéfinir la façon dont on finance notre information. Cela dépend en partie des initiatives que prendront nos gouvernements*, affirme Jean-Hugues Roy, professeur de journalisme à l'UQAM. *C'est au gouvernement Trudeau de voter des lois permettant d'aller chercher des fonds auprès des entreprises qui se font de l'argent sur l'information. Il y a de la richesse qui est créée avec le numérique, il faut la prendre et la redistribuer aux jeunes journalistes* », conclut-il. ■





PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA

PAR MATHIEU THÉRIAULT
CAMELOT DE L'ÉPÉE / BERNARD

Tout ça pour ça ?

Finalement, l'apocalypse n'a pas eu lieu. La fin du monde prévue pour 2012 n'aura pas eu lieu non plus en 2018. Le Sommet du G7 tenu du 8 au 10 juin dans Charlevoix, qui a mobilisé une véritable armée de près de 10 000 policiers et militaires, n'aura, au final, même pas mobilisé une manifestation de plus de 1000 personnes. Alors qu'on s'interroge sur l'avenir et la transformation des médias traditionnels de masse, on constate en bout de piste que leur rôle politique, lui, n'a guère changé.

En 1967, Guy Debord rédigeait un essai percutant, *La société du spectacle*, dans lequel il parlait entre autres du fait que le citoyen se transforme en une sorte de spectateur d'un gigantesque show mis en scène par les médias pour l'aliéner et le distancier des décisions politiques qui affectent sa vie. Et c'est exactement ce qui s'est passé avec le Sommet du G7.

Les médias et leurs chroniqueurs-vedettes se sont fait les porte-paroles de la police, de l'idéologie dominante, du gouvernement et de leur campagne de peur pour être bien certains qu'on ne parle pas des « vrais affaires ». La seule présence au Québec d'un personnage comme Trump aurait dû mobiliser des dizaines de milliers de personnes. Tout le monde sauf les radios de Québec le déteste, non ? Ou alors le fait que les dirigeants de sept pays aient besoin du renfort d'un régiment d'armée pour décider à eux seuls des destinées du reste de l'humanité devrait aussi faire réagir.

Néanmoins, tous les médias ont choisi de ne parler que de sécurité. De l'Assemblée nationale, des garderies, des écoles, des compagnies ou des magasins fermés. Des clôtures et des commerces barricadés. Du ridicule « enclos à manifestants » à La Malbaie où il était possible de « librement s'exprimer » après avoir franchi les murets de la formule E et 20 fouilles policières. Les articles et les journalistes les plus progressistes s'étonnaient alors de voir que la mobilisation n'ait pas levé davantage.

Eux et nous

On cherche encore les articles expliquant en quoi une structure comme le G7 est profondément antidémocratique. Ce qui se passe au juste lors de tels sommets. Ce que leur reproche en fait ceux qui s'y opposent. Comment l'agenda mondial pourrait être décidé autrement ? On n'est pas ici dans le domaine de l'opinion, mais plutôt dans l'information et la nouvelle. Ce qui, à ma connaissance, ressemble un peu au rôle des médias d'information.

Au final, les médias auront surtout réussi à créer une division opposant les supposés casseurs particulièrement crinqués osant aller manifester aux citoyens normaux qui ne savent plus trop de quoi il en retourne et qui veulent surtout savoir s'ils doivent se pointer au boulot ou à l'école cette journée-là. Comme si les médias décrivaient finalement une partie de hockey entre le black bloc et la police, à laquelle les citoyens seraient conviés en spectateurs d'enjeux qui finalement ne les concernent pas vraiment.

Les médias ont ceci d'hypocrite en ce qu'ils dénoncent à la fois toute forme de violence, alors qu'ils s'en régalent et s'en nourrissent en même temps. On pouvait voir récemment dans un des grands quotidiens du Québec une caricature d'un manifestant cagoulé en train de saccager une voiture de police.

Tandis qu'à ses côtés un autre, bien organisé tenait une conférence de presse pour expliquer les tenants et aboutissants de l'action politique pacifique de son groupe. Dois-je vraiment vous dire vers qui étaient tournés les 400 kodaks, photographes, micros et journalistes ?

Tout cela pour dire que chaque fois que les médias veulent montrer *a posteriori* qu'un gouvernement ou un régime, ici ou ailleurs, n'est plus légitime ou n'a plus le soutien de la population, on montre des images d'archives de scènes d'émeutes. Pourtant, chaque fois que celles-ci se produisent, les médias affirment *in situ* qu'elles ne sont pas légitimes et n'ont pas le soutien de la population.

On parle de transformation des médias, mais pourtant leur rôle fondamental reste fondamentalement le même. S'assurer que la contestation des autres citoyens soit toujours spectaculaire tout en s'assurant que la contestation pour les autres citoyens ne soit jamais rien d'autre qu'un spectacle. ■



PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA

SOCIÉTÉ

PAR GENEVIÈVE BERTRAND
JOURNALISTE-PARTICIPANTE

Aide au logement

Un coup de pouce de L'Itinéraire pour des logements abordables

Prendre le contrôle de sa vie, pour un camelot, ça commence par l'accès à un logement abordable. Alors que le chèque d'aide sociale permet à peine de répondre à la moitié des besoins de base, force est de constater que ses bénéficiaires se retrouvent dans une impasse financière.

Grâce à un programme d'accès aux logements abordables, L'Itinéraire, en partenariat avec Les Habitations du Réseau de l'Académie (RÉSAC) et l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), vient en aide à ses camelots-participants qui vivent des difficultés. De plus, afin de favoriser l'accès de ces personnes à un logement, une aide financière additionnelle leur est octroyée pour qu'elles n'aient à débourser que 25 % de leur revenu pour se loger.

Logements pour les camelots

Depuis mars 2015, L'Itinéraire a réussi à trouver 16 logements subventionnés pour ses camelots, dont 11 au cours de la dernière année. « *Je vois cela comme une belle victoire car ça a permis à 11 de nos camelots d'avoir accès à un logement très beau, très propre et sécuritaire, et le tout à un prix décent* », indique Jean-François Morin-Roberge, intervenant psychosocial à L'Itinéraire. Du même souffle, il déplore que « *le nombre de logements sociaux qui se construisent et qui sont disponibles est très bas comparé aux besoins du marché.* »

Par ailleurs, étant donné que plusieurs camelots et participants de l'organisme sont bénéficiaires de l'aide sociale, « *le coût du logement par rapport au revenu correspond souvent à 70 % ou 80 % de leurs dépenses, chose qui est tout à fait inacceptable*, poursuit-il. *Il leur reste à peine d'argent pour les besoins de base, on parle alors de survie.* »

L'OMHM en chiffres

- Ensemble du parc immobilier : **23 017 logements**
- Près de **38 000 locataires** en HLM
- Plus de **24 000 ménages** en attente d'un HLM, soit environ **40 000 personnes**
- **6000 nouvelles demandes** chaque année
- Quelque **1000 logements** HLM octroyés annuellement à de nouveaux locataires
- Budget annuel de plus de **400 millions $**

Liste d'attente surchargée

Près de 25 000 ménages sont inscrits sur la liste d'attente de l'OMHM pour obtenir un logement social. « *C'est énorme et avant d'avoir une réponse, les demandeurs doivent attendre entre six et sept ans* », précise M. Morin-Roberge.

Si les logements subventionnés se recensent au compte-goutte, ils doivent être répartis entre les organismes communautaires. « *Par exemple, lors d'une rencontre il y a quelques semaines, nous étions 15 organismes communautaires à déterminer l'accès à 50 logements entre nous* », explique M. Morin-Roberge

« *Il n'y a pas assez de logements sociaux offerts en général. À L'Itinéraire, on pourrait bénéficier à nous seuls de ces 50 logements*, souligne-t-il. *Et puis, ce n'est pas assez de placer une personne entre quatre murs, car pour un individu qui provient de la rue, il faut l'encadrer et assurer un suivi communautaire : l'aider à faire son ménage, son épicerie, sa cuisine, socialiser, renforcer son autonomie et maintenir un contact.* »

« *Nous sommes vraiment là pour les accompagner afin qu'ils puissent se stabiliser et améliorer leur qualité de vie,* dit-il. *Ce n'est pas tout d'avoir un toit ; il faut que tu sois bien chez toi.* »

Subventions déficientes

En 2007, le RÉSAC recevait 932 $ par logis. Depuis l'ajout de logements additionnels, portant le chiffres à 170 unités, la subvention accordée par le CIUSSS équivaut à 549 $ par logis. « *Ce printemps,* souligne Manon Blanchard, coordonnatrice du RÉSAC, *on nous a accordé une nouvelle subvention provenant d'un budget d'un programme en santé mentale pour l'embauche d'un deuxième intervenant en soutien communautaire, ce qui hausse la moyenne par logis à 843 $.* »

« *Il est réellement temps d'ajuster à la hausse cette subvention que nous verse le CIUSSS Centre-Sud pour nous permettre d'assumer nos responsabilités en matière d'intervention communautaire et sociale* », soutient Mme Blanchard.

Du côté du Front d'Action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), sa porte-parole Véronique Laflamme regrette que, « *dans le contexte économique actuel, on s'explique mal qu'un gouvernement, qui affirme qu'il faut créer la richesse avant de la redistribuer, choisisse de baisser les impôts, avant de mieux financer la lutte à la pauvreté et le logement social.* »

Selon le recensement de 2016, 195 635 ménages locataires du Québec consacrent plus de la moitié de leur revenu pour se loger, alors que 58 000 y consacrent plus de 100 %. ■

PHOTO : RAPSIM



Des membres mobilisés !

PAR PIERRE GAUDREAU - DIRECTEUR DU RAPSIM

Le 5 juin dernier, le RAPSIM tenait son assemblée générale annuelle qui a réuni une centaine de participant.e.s. Ce rendez-vous a été l'occasion pour ses membres de revenir sur des progrès importants dans la lutte contre l'itinérance, dont plusieurs pour lesquels le RAPSIM a été en action soutenue. En voici un bref aperçu.

Le profilage social Une consultation attendue depuis trois ans s'est tenue à l'été 2017. Les recommandations qui en découlent et les nouveaux engagements de la Ville prévoient la révision de la règlementation qui entraine la surjudiciarisation des personnes itinérantes. Il y a de l'espoir que moins de tickets ne s'ajoutent au fardeau qui est déjà sur leurs épaules.

Le Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020 Ce plan porte une vision globale, avec 40 mesures prévues pour des populations diversifiées et dans différents quartiers, dont plusieurs en logement social et pour les maisons de chambres. Il reprend nombre des demandes du RAPSIM, qui avait reconnu des avancées sous l'administration Coderre, mais avait souligné en campagne électorale « *Qu'en itinérance- Beaucoup reste à faire* ».

L'itinérance des femmes L'adoption d'un Plan d'action régional sur l'itinérance des femmes et la tenue du colloque « *Rendre visible l'itinérance des femmes* » ont permis de souligner l'ampleur du phénomène et de développer des réponses à y apporter.

Carte de la Régie de l'assurance maladie du Québec La mise en place d'un nouveau processus pour donner accès à la carte de la RAMQ aux personnes en situation d'itinérance a permis d'élargir ce service, et ce au-delà du centre-ville. En cinq mois, 537 cartes ont ainsi été délivrées.

Des réponses à accroître

Il demeure que l'itinérance continue de représenter un enjeu majeur. Ainsi, les ressources d'hébergement ont dû offrir 10 % plus de nuitées dans la dernière année et l'itinérance est de plus en constatée hors des quartiers centraux, de Montréal Nord à Côte-des-Neiges.

Pour y faire face, les membres du RAPSIM ont réitéré leur soutien à une approche globale, nécessitant une diversité d'actions pour prévenir et réduire le phénomène. Alors que se tiendront le 1er octobre des élections, il est essentiel que le prochain gouvernement du Québec investisse davantage dans les actions prévues par la Politique nationale de lutte à l'itinérance, particulièrement au niveau de la pauvreté et du logement. ■

Un conseil d'administration solide

L'ensemble des 108 organismes membres du RAPSIM jouent un rôle important dans son travail, participant à ses assemblées, ses comités et ses activités. Le conseil d'administration formé de neuf membres constitue, avec l'équipe de travail, une assise de l'action du regroupement. L'assemblée a été l'occasion de renouveler une partie de cette instance qui en 2018-2019 sera formé de :

Martin Pagé président (directeur-général, *Dopamine*)

Véronique Houle vice-présidente (directrice des opérations nationales, *Médecins du Monde*)

Cécile Arbaud trésorière (directrice-générale, *Dans la rue*)

Gabrielle Neamtan-Lapalme secrétaire (directrice-adjointe, *SHAPEM*)

Sylvie Boivin administratrice (directrice-générale, *L'Anonyme*)

Bernard Besancenot administrateur (coordonnateur des programmes sociaux *MultiCaf*)

Robert Manningham administrateur (directeur-général, *Atelier habitation Montréal*)

Julie Chevalier administratrice (directrice-générale, *Les Maisons de l'Ancre*)

Jean-François St-Onge administrateur, (directeur-général *RAP Jeunesse*)

On peut consulter le Bilan annuel du RAPSIM et son Plan d'action 2018-2019 sur le site **www.rapsim.org**

RAPSIM Le réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal
www.rapsim.org | Tél. : 514 879-1949

CHRONIQUE PAYÉE



PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA

INFO CAMELOTS

PAR SIMON JACQUES
REPRÉSENTANT DES CAMELOTS

Avec un grand « C »

Bonjour à tous. Je me présente, je m'appelle Simon et je suis Camelot depuis bientôt deux ans. C'est avec beaucoup de plaisir que j'écris mon premier *Info Camelot*. Je succède donc à Yvon Massicotte comme représentant des Camelots et j'écrirai cette rubrique tous les mois.

Vous y trouverez de l'information sur tout ce qui touche la vie de Camelots, notre quotidien, les événements spéciaux, etc. Peut-être aussi quelques anecdotes.

Pour débuter, un petit mot pour remercier Yvon pour son dévouement et sa générosité. J'ai rarement rencontré quelqu'un d'aussi généreux, autant de son temps que de ses ressources. J'espère être à la hauteur. Yvon, tu me laisses un grand chapeau à porter !

Comme vous pouvez le constater, j'écris « Camelot » avec une majuscule; c'est ma première action en tant que représentant. J'aimerais que tout le monde emboîte le pas. Nous sommes Camelots au même titre que nous sommes Canadiens ou Québécois. Soyons fiers !

N'hésitez pas à communiquer avec moi en laissant un message au 514 597-0238 poste 225 si vous avez des idées de sujets ou des commentaires à me faire. Je m'engage également à créer un courriel dédié uniquement à mon nouveau rôle.

Vous pouvez également venir me rencontrer au métro Sherbrooke du lundi au vendredi ou dans le Quartier des spectacles, aux jeux d'échecs géants, quand la météo le permet. Au plaisir de vous informer et de vous divertir. En espérant être un bon représentant. ■

CARREFOUR

Merci aux étudiants du Cégep du Vieux !

Voilà une initiative qui fait plaisir : les étudiantes et étudiants du département d'éducation spécialisée du Cégep du Vieux-Montréal ont voté à l'unanimité de remettre en parts égales les profits d'un spectacle bénéfice qu'ils ont organisé à L'Itinéraire et à l'organisme Dans la rue. Un beau montant de 910,04 $ s'ajoutera donc à la caisse de L'Itinéraire. En plus de nous toucher droit au cœur, ce geste de générosité constitue un appui indispensable qui contribuera à permettre à notre organisme de poursuivre sa mission. Sur la photo de gauche à droite : (arrière) Sonia Monette, enseignante et Serey Suon, étudiant, (devant) Martine Dupuis, étudiante et Christian Dubé, enseignant, Cégep du Vieux-Montréal, Michel Dumont, Mario St-Denis et Robert Ménard, camelots, Josée Panet-Raymond, rédactrice en chef et Luc Desjardins, directeur général de L'Itinéraire. ■



PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA



PHOTO : ANDRII HRYTSENKO (123RF)

PAR IANIK MARCIL
ÉCONOMISTE INDÉPENDANT

Les kiwis de la liberté

Nous consommons ce que nous désirons, nous choisissons l'emploi qui nous convient et dans la mesure du possible, nous plaçons le produit de nos épargnes dans des placements qui nous conviennent. Pourtant, nous voilà plus que jamais asservis aux diktats de la consommation, malgré nous, à ceux de la performance au travail, et tout cela coincés dans un monde en constante accélération au cœur duquel nous sommes de plus en plus endettés.

Mais, nous dit-on, nous n'avons jamais été aussi libres – la fluidité du marché et la déliquescence de l'État feraient de nous des êtres humains libérés des contraintes qu'ont vécues nos ancêtres. Car enfin la voie est libre. Nous pouvons désormais non seulement bénéficier des avancées de la technologie, mais aussi changer, en grande partie grâce à elle, de métier et de mode de vie comme bon nous semble.

Imaginons un seul instant un paysan du 13e siècle en France : son avenir est tracé d'avance, sa liberté de conscience et de mouvement, totalement limités. Il n'y avait absolument aucune possibilité pour lui de changer de vie. Aujourd'hui, nous avons l'impression de ne vivre aucune de ces contraintes.

Luxueux kiwis

Je me souviens qu'enfant, dans les années 1970, ma mère avait acheté pour la première fois un kiwi. Fruit exotique s'il en était : brun, poilu, peu appétissant a priori mais cachant une chair d'un vert aussi vif que doux et sucré au goût. C'était à l'époque un luxe : j'ai souvenir qu'il en coutait 1 $ pour un seul fruit, alors qu'on peut en acheter maintenant un petit panier pour quelques dollars.

De la même manière, lorsque j'étais jeune adulte, les sushis étaient rares et fort coûteux : ils étaient un met de luxe, un repas que nous dégustions en respectant les coutumes japonaises. Quelques années plus tard, à peine, les sushis sont devenus aussi communs que banals, dans toutes les aires de restauration des centres commerciaux.

Un documentaire fascinant, *Jiro Dreams of Sushi*, raconte l'histoire de Jiro Ono, maître japonais du sushi. Son minuscule restaurant, situé dans une station de métro, accueille quotidiennement des amateurs de cette délicate nourriture. Ce monsieur est véritablement un grand artiste – ses sushis ne sont tellement pas banals que son modeste commerce est l'un des rares à s'être mérité trois étoiles au *Guide Michelin*. Du coup, on se presse à sa porte, de partout dans le monde, pour venir goûter à ses sushis.

Quelle liberté ?

De l'unique kiwi que ma mère achetait à grand prix dans les années 1970 et que nous dégustions avec ravissement aux sushis qui sont accessibles dans n'importe quel centre commercial à côté des hamburgers de *McDonald's*, nous avons acquis la certitude que notre liberté comme consommateurs et citoyens du monde est totale. Voilà à notre portée, grâce au revenu de notre travail, une nourriture abondante, délicieuse, variée, et peu coûteuse.

Pourtant, ne s'agit-il pas là de l'image même de notre asservissement à un système économique qui nous dépasse complètement ? D'une fausse liberté, puisque pour nous faire accepter nombre de choses qui mine fondamentalement nos libertés ? Car voilà que le capitalisme contemporain nous contraint à une fausse liberté, à laquelle nous adhérons avec la même joie et avec le même enthousiasme que nous consommons ces kiwis et ces sushis. Une liberté perçue qui oublie que cette consommation est tributaire de longs transports par bateau, brûlant des tonnes de pétrole.

La liberté n'est pas une marque de yogourt, on le sait ; en revanche, on n'accepterait pas de se passer de fraises en février – cela entraverait notre liberté de consommateurs. ■



Comment vous informez-vous ?

Radio, papier, télé, applications, web… Il existe un éventail de moyens d'informations imposant. Chacun trouve son confort dans ce panel médiatique, qu'il soit traditionnel ou post-moderne. Les camelots de L'Itinéraire, vendeurs et rédacteurs, se tiennent eux aussi informés. Voyons comment.

Trio d'informations

Moi, je lis beaucoup. Surtout le magazine avant de le vendre, le *Journal de Montréal* et le *Métro*. Je regarde toutes les pages et aussi les nouvelles sportives. J'adore le sport ! Le hockey, le basket, le baseball… Je regarde aussi les nouvelles le soir ou je les écoute à la radio sur 106,7. Cette station est la meilleure. J'adore la musique qu'ils passent. Puis ils parlent de tous les sujets : le trafic, ce qui se passe ailleurs. Mais ça reste avant tout un poste de musique.

CÉCILE CREVIER
CAMELOT ONTARIO/LETOURNEUX

Le direct !

Moi, je m'informe par le biais de la télé. Rarement par les journaux parce que je trouve que lorsque les journalistes abordent un sujet « x », ils disent tous des choses différentes sur les mêmes thèmes. Alors, je préfère les chaînes d'information continue parce que j'aime voir, parce que le direct me semble plus vrai. Et pour bien m'informer, surtout sur les sujets qui m'intéressent, j'essaie de suivre le déroulement de l'histoire du début à la fin pour être sûr de tout savoir.

MICHEL DUMONT
CAMELOT MANSFIELD/RENÉ-LÉVESQUE

Ma vie à gérer d'abord

Je ne m'informe pas beaucoup. Et quand je le fais, c'est à propos de choses qui ont un rapport avec moi comme, par exemple, le logement social ou un changement en lien avec les transports. Dans ce cas, j'écoute TVA ou je regarde sur internet. Le problème, c'est que je n'ai pas d'ordinateur chez moi, alors c'est plus difficile. Mais de manière générale, j'ai tellement de choses à regarder dans ma vie que je n'accorde pas de temps à ce qui se passe dans le monde.

ANTOINE DESROCHERS
CAMELOT ÉPICERIE MÉTRO SAINT-HUBERT/BOUCHER

L'information par câble

J'ai le câble à la maison, et je suis toujours branché sur RDI. Je regarde aussi les bulletins télévisés, les *morning shows* le matin comme *Salut, bonjour !* Je ne lis pas les nouvelles malheureusement, parce que j'ai besoin de lunettes. Je trouve par contre que les informations donnent une image de la vie plus belle que ce qu'elle est à cause des publicités. À part ça, disons que, pour moi, la fiabilité des nouvelles appartient à un consensus : je fais comme si l'info était fiable parce que toute la société la considère comme ça. Mais moi, je vis sur la rue, ce que vivent les autres dans leur téléviseur n'est pas ma vie. Puis, ceux qui travaillent à créer les nouvelles appartiennent à l'élite. Mais je suis quand même content d'avoir Radio-Canada.

ROBERT MÉNARD
CAMELOT STATION MONK

90 % de mauvaises nouvelles

Pour me tenir informé, je lis les journaux, ceux qui sont gratuits. Je regarde aussi la télé au café de L'Itinéraire, surtout TVA, et aussi, les écrans dans le métro. Je ne cherche pas spécialement à me tenir informer, mais c'est une sorte d'habitude de lire les gros titres. Le problème c'est que 90 % des nouvelles sont mauvaises. Quand je tourne les premières pages du journal, qu'est-ce que je lis ? Mafia, héroïne, agression à l'arme blanche, Trump, feu dans une résidence, attaque de chien policier sur une fillette. Et… après tout ça, ça y est ! Enfin UNE bonne nouvelle !

STÉPHANE AVARD
CAMELOT STATION PLACE D'ARMES ET DE MAISONNEUVE/ DE LORIMIER

L'importance de s'informer

Moi j'écoute souvent Paul Arcand, Isabelle Maréchal, de bonne heure. Paul Arcand parle de toutes les affaires de société : politique, transport… Des fois, avant d'aller au théâtre pour vendre le magazine, j'écoute son émission. Avant, il y a avait des postes de radio aussi, mais aujourd'hui, on est vraiment bien informé. Puis j'écoute aussi la télé : *Salut, bonjour !* Si on ne s'informait pas, on aurait sûrement la tête plus tranquille, mais pour moi, c'est important. Ça permet de se rendre compte que Montréal est une belle ville, mais que ça brasse quand même partout !

MAXIME VALCOURT
CAMELOT THÉÂTRES DU NOUVEAU MONDE ET RIDEAU VERT

Application mobile

Normalement, je regarde les nouvelles sur mon téléphone. J'ai l'application de TVA Nouvelles. Je veux savoir ce qu'il se passe dans la société et dans le monde, même si parfois on n'a pas de vraies informations. Je lis aussi le magazine. Souvent, j'ai l'impression que les gens jugent sans savoir ce qui se passe dans le monde. J'ai envie de leur dire : « *Lis* L'Itinéraire *et après, tu pourras parler d'un sujet* ». La seule affaire que je n'aime pas, c'est la politique. Ils promettent la terre entière dans les nouvelles et en fait, ce ne sont que des menteries.

RICHARD TOUZIN
CAMELOT MÉTRO PLACE-DES-ARTS

La radio pour s'endormir

Moi, pour me tenir informé, je pose des questions aux gens. À mes clients par exemple. Sinon, j'écoute les nouvelles à la télé quand je suis au café de L'Itinéraire. Parfois, j'écoute la radio, 98,5, le soir. Souvent, on parle de tout : de l'immigration, des nids de poules, de ce qui se passe dans le monde… mais le sujet que je préfère, c'est le sport. Est-ce que c'est important de se tenir informé ? Ça dépend des fois. Les nouvelles sont parfois pleines de menteries.

MARIO SAINT-DENIS
CAMELOT STATION MCGILL





PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA

CHRONIQUE

PAR SAÏD FARKOUH
CAMELOT MÉTRO MONTMORENCY

Un après-midi dans la vie d'un camelot

Il est 15 h à l'une des stations du métro de Montréal où Jean travaille à la vente du magazine *L'Itinéraire*. Il est debout à quelques mètres de la ligne de perception, face aux passagers qui sont en train de sortir des voitures de métro.

Les passagers se précipitent comme un tsunami humain, tout le monde veut atteindre les escaliers mécaniques de la station de métro avant d'être bloqué par les autres, pour pouvoir sortir plus vite.

Jean est le camelot de cette station, vêtu d'une veste noire de L'Itinéraire, pour lequel il travaille. Il tient d'une main un magazine et de l'autre, une enveloppe contenant quelques autres qu'il s'attend à vendre aujourd'hui.

« *Nouveau numéro !* »

Jean a commencé à crier avec son accent étranger qui est connu par de nombreux passagers : « *Bonjour, Mesdames et Messieurs, L'Itinéraire, nouveau numéro !* »

Trois à cinq minutes se sont écoulées avant que toutes ces personnes soient sorties. Les vagues d'humains se succèdent plusieurs fois, mais pas de vente. Jean essaye de contrôler ses nerfs en poussant sa patience à la limite, alors qu'il regarde directement dans leurs yeux.

Certains ont l'air fatigué, peut-être épuisé après un travail pénible pendant de longues heures ou après s'être chicanés avec leurs collègues ou leurs patrons ; certains sont distraits ou ont le visage austère.

Une chose en commun entre les passagers : ils sont tous pressés et se précipitent pour accomplir leur destin. Certains mettent des écouteurs sur leurs oreilles. Jean se demande comment il peut communiquer avec eux s'ils ne peuvent pas l'entendre. Certains n'ont pas d'argent dans leurs poches parce qu'ils utilisent toujours leurs cartes bancaires.

Jean tourne la tête de l'autre côté. Il jette un coup d'œil à un jeune mendiant qui le regardait avec colère. Peut-être considérait-il Jean comme un adversaire qui a envahi son spot.

Des robots programmés

Les trains du métro arrivent encore, les passagers ont l'air plus stressé qu'auparavant, c'est l'heure de pointe. Ils ressemblent à des robots programmés, ils courent avec le rythme de la vie pressée d'ici.

Entre ces passagers, certaines filles des collèges ou des écoles, des dames qui travaillent dans les bureaux, sont très belles et élégantes et passent devant Jean. Il regarde leurs jolis yeux et leurs charmants sourires avec lesquels elles l'encouragent et s'excusent de ne pas acheter le magazine.

Jean se sent content de leurs sourires, mais cela ne suffira pas à couvrir le coût de son dîner et de son souper pour aujourd'hui, pas plus que pour s'acheter une tasse de café.

Jusqu'à présent, Jean n'a même pas vendu un magazine. Il pense qu'il vaudrait peut-être mieux changer de stratégie de vente, trouver quelque chose qui pourrait attirer l'attention de tous ces gens.

« *Bonjour, lisez sur moi, Zoom sur Jean dans L'Itinéraire. Faite ma connaissance dans le magazine* L'Itinéraire ».

La vieille dame qui marchait dans la foule

Une vieille dame s'approche lentement de lui, et commence à parler du magazine, en disant qu'elle l'aime et l'achète régulièrement depuis de nombreuses années. Elle aime aider les camelots... mais elle est interrompue par une autre vague de passagers qui sont sur le point d'arriver.

Elle a payé trois dollars. « *Merci madame, bonne journée.* ». Les trois dollars ont remonté le moral de Jean. C'est la première vente de la journée. Il a 1,50 $ dans sa poche.

Il est 17 h. Une vente en deux heures, ce n'est pas assez. Le sourire de Jean s'est estompé même s'il essaye très fort de paraître souriant. Il se souvient des mots d'un collègue qui lui a dit : « *Communiquer et sourire, entre le camelot et les clients, c'est la clé du succès dans la vente.* » Il est 18 h. Jean se demande s'il y a une erreur dans sa performance.

À qui sait attendre

Soudain, voici une belle femme qui s'approche de lui.

– « *Combien ça coûte un journal ?*
– *Trois dollars, Madame.*
– *Es-tu dans ce métier depuis longtemps ?*
– *Seulement quatre mois.*
– *Est-ce que c'est ta photo en page trois ? Zoom sur Jean ?*
– *Oui, c'est moi.*
– *Bravo, ne lâche pas. Voici 20 $. Garde la monnaie.* »

Jean vérifie l'argent et n'en croit pas ses yeux : 20 $!

– « *Merci beaucoup Madame. Merci et bonne soirée.* » ■

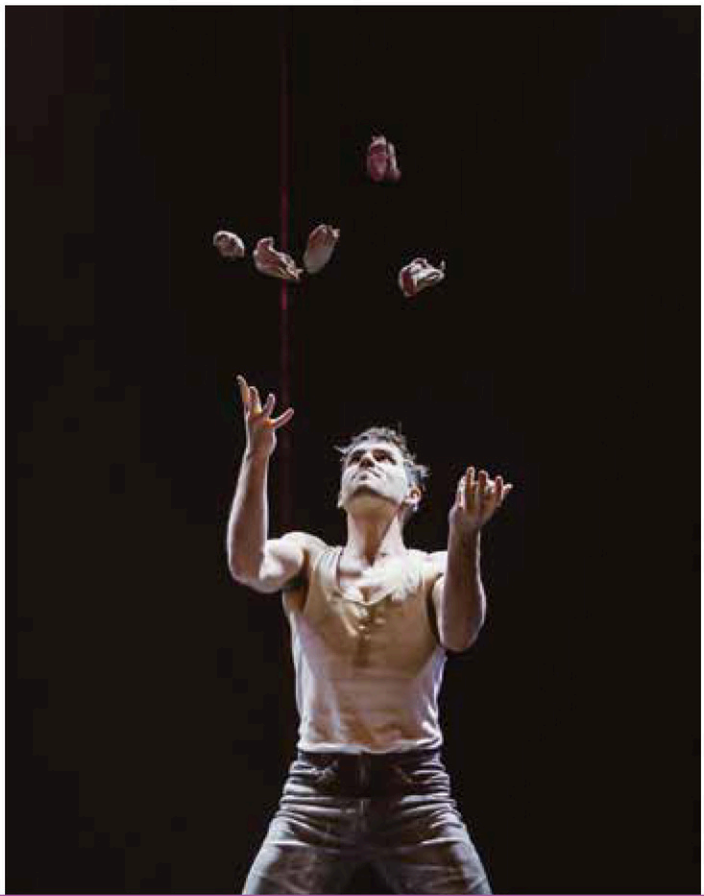
PHOTOS : CAROLINE THIBAULT



Cirque

Connaissez-vous votre cirque ?

Depuis quelques semaines, le beau temps et les activités estivales reviennent. Acrobates, jongleurs, amuseurs publics envahiront bientôt les rues de Montréal. Montréal sera complètement cirque ! Au milieu de cette foule excentrique : Rosalie Beauchamp et Guillaume Blais.



Elle, est spécialisée en duo aérien ; lui, en duo trapèze. Ils sont tous les deux artistes de cirque et cofondateurs de l'organisme Le Monastère, un OBNL par laquelle peuvent se produire des circassiens québécois, au Québec. Banal ? L'occasion est pourtant rare. Rencontre de deux artistes qui tendent à démocratiser un art à la fois populaire et méconnu.

Montréal, capitale des arts du cirque ?

Projetés dans leur nouveau milieu artistique à 21 ans, un âge plutôt atypique pour ce métier, Rosalie Beauchamp et Guillaume Blais se sont très vite aperçus du manque d'opportunités offertes au Québec de partager leur passion – au Québec – et plus particulièrement à Montréal. Seulement, pour ce binôme, « *les artistes méritent de pouvoir se produire au Québec aussi* ».

La métropole est pourtant bien connue du milieu circassien. Et pour cause ! Elle est réputée à travers le monde pour ses lieux d'entraînement et la qualité de ses programmes de formation aux arts du cirque. « *Montréal est aussi devenue une place pour les artistes internationaux* », nous explique Guillaume Blais. Cependant, un paradoxe persiste. Rosalie Beauchamp, l'air déçu, explique qu'« *il y a vraiment un tourisme de l'entraînement ici, mais [qu'] après ça, quand vient le temps de la diffusion, tous les artistes partent à l'étranger* ». Conséquence : le cirque québécois, si réputé ailleurs, n'a que peu d'occasions de se faire connaître de son public naturel. D'où Le Monastère.

C'est quoi le concept du cirque cabaret ?

Rosalie La formule cabaret propose des numéros qui s'enchaînent les uns après les autres et est animée par un maître de cérémonie. Les numéros ne sont jamais changés. L'idée est de mettre de l'avant les artistes et leurs créations. Habituellement, les artistes créent leurs

numéros, les peaufinent pendant des années. Mais une fois engagés, ils doivent les modifier pour les bienfaits de la mise en scène. Nous, nous mettons en valeur l'artiste et non le metteur en scène.

Guillaume La formule cabaret ne se produit pas sous un chapiteau. Ce sont des spectacles que l'on retrouve dans des bars. Les numéros durent entre cinq et six minutes, tu es assis, tu prends un verre entre amis, c'est plus intime.

Êtes-vous en train de réinventer le cirque, comme l'a fait le Cirque du Soleil ?

Rosalie On ne prendra pas le mérite de dire que nous avons inventé quelque chose comme l'a fait le Cirque du Soleil, mais c'est important pour nous de souligner que nous participons à la popularisation du cirque. La formule que nous proposons existe en Europe. En Allemagne, on appelle ça de la variété. Ce qui nous différencie est que nous voulons aller vers un nouveau public qui n'est pas encore familiarisé avec la communauté circassienne.

Vous entendez-vous bien avec les autres diffuseurs de cirque à Montréal ?

Rosalie Oui, nous ne sommes pas en compétition. Nous collaborons les uns avec les autres. La Tohu, par exemple, est diffuseur et contente que l'on fasse partie du jeu et du mouvement de popularisation du cirque.

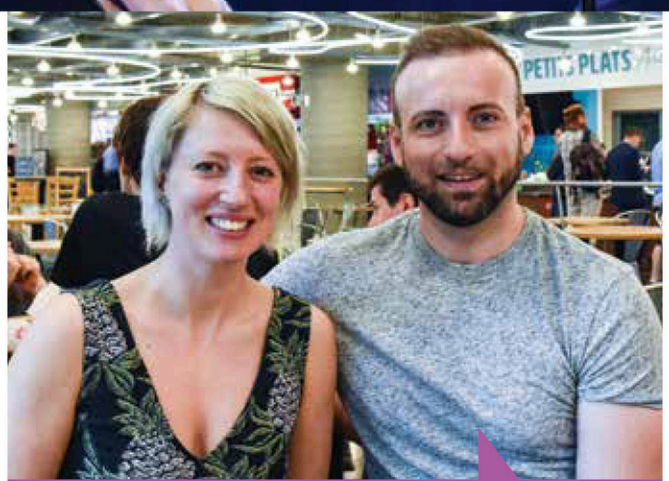
Guillaume Les autres compagnies viennent voir nos spectacles. On essaye de se promouvoir les uns les autres. Je pense qu'il y a de la place pour tout le monde à Montréal. Mais il n'y a pas suffisamment d'offres pour la demande.

PHOTOS : CAROLINE THIBAULT





PHOTO : KARINE BÉNÉZET



« *Les artistes méritent de pouvoir se produire au Québec aussi !* »

Rosalie Beauchamp et Guillaume Blais, cofondateurs de l'organisme Le Monastère

Est-ce que le cirque traditionnel est en voie de disparition ?

Rosalie La culture circassienne québécoise a été créée avec le Cirque du Soleil. En Europe, les gens aiment notre cirque. Il est très réputé. Ils introduisent même un peu de notre culture circassienne dans leur propre spectacle. Mais, leur nostalgie du cirque traditionnel est très forte.

Guillaume Ici, on n'a pas vraiment été élevé avec les cirques traditionnels. Le Québec est reconnu à l'étranger pour avoir réinventé le cirque. On se fait d'ailleurs souvent appeler « le nouveau cirque ». Et quand le monde regarde nos prestations, ils nous disent tout de suite : « *Ah ! Vous devez être Québécois* ». C'est ce dans quoi nous avons grandi les 30 dernières années. Nous n'avons pas l'animal, les costumes à paillettes et les « Ta da ! » dans nos spectacles. Nos artistes ressemblent plus à des gens de tous les jours, mélangent les genres et racontent une histoire à travers leur numéro.

Comment vit un circassien contemporain par rapport à un circassien traditionnel ?

Rosalie Les circassiens classiques vivent souvent dans des caravanes et doivent avoir leur passeport UE (Union européenne). Sur certaines pages Facebook consacrées aux jobs dans le cirque, on

trouve des annonces du type « On cherche un acrobate. Vous devez posséder un passeport européen et une caravane. » C'est souvent ça la vie dans les cirques traditionnels.

Peut-on vivre de ce métier ?

Rosalie Tout le monde pense que, comme les circassiens sont des artistes, ils sont forcément pauvres. Si tu travailles suffisamment et que tu pousses toujours un peu plus loin, tu arriveras à vivre de ta pratique. Être circassien, ce n'est pas juste être sur scène. C'est aussi envoyer des courriels, solliciter des gens, chercher des lieux et bien sûr, s'entraîner fort. Il faut avoir du talent, et beaucoup d'acharnement. Il faut avoir la colonne forte dans un monde qui n'est pas facile. Moi je combine un autre emploi entre mes contrats pour avoir une situation économique confortable.

Guillaume On voudrait un lieu fixe à Montréal pour s'entraîner. C'est une nouvelle réalité ici : il y a tellement d'artistes et de demandes que l'on n'a plus suffisamment d'endroits pour ça. Puis, le soir, ça pourrait se transformer en cabaret.

Où et comment peut-on découvrir le cirque à Montréal ?

Rosalie Avec le Monastère au Théâtre Plaza, le 12 juillet ! (Rire). La popularisation se fait en plusieurs étapes. On goûte d'abord au cirque avec, par exemple, Montréal Complètement Cirque, puis on découvre le cirque-cabaret.

D'autres lieux proposent cette formule d'ailleurs à un prix accessible comme le réseau des Maisons de la culture, surtout celles de Frontenac et de Mercier. Et on finit peut-être en achetant une place pour la Place des Arts. ■





Ça reste un milieu difficile pour beaucoup. Pourquoi restez-vous accroché à votre art ?

Rosalie J'adore mon métier ! On peut faire notre propre mélange entre les aspects techniques et artistiques. D'un numéro à l'autre, on peut utiliser différentes disciplines : danse, théâtre, patin… Puis, d'un artiste à l'autre, tout est très différent. Par contre, l'instabilité peut devenir difficile. C'est comme si les choses positives se transformaient en négatif. Par exemple, on aime l'entraînement physique, mais des fois, ça devient *too much*, et on se blesse. Ou encore, les voyages… C'est l'fun, mais c'est dur pour la relation de couple, pour la famille quand ta sœur, par exemple, se marie et que tu n'es pas là.

Comment se présente l'avenir pour Le Monastère ?

Rosalie Le Monastère est ouvert depuis un an et demi. Ça porte ce nom parce qu'il existe pour la communauté, pas juste pour nous, les artistes. Le projet est motivé par l'envie de voir que le Québec connaît son cirque grâce au fait que l'artiste peut performer chez lui, dans sa ville.

Actuellement, il faut trouver des salles pour les représentations, les louer. Nous en avons deux : le Théâtre Plaza et un complexe en Beauce. On a le plaisir de créer tout ça, mais c'est ambitieux.

Événements cirque à venir en juillet

Montréal Complètement Cirque
Du 5 au 15 juillet 2018
montréalcompletementcirque.com

Le Monastère
12 juillet, Théâtre Plaza
monasteremtl.com

Cavalia
Dès le 25 juillet
À l'entrée du pont Jacques-Cartier
Quai De Lorimier
Cavalia.com

Festival international des nuits d'Afrique
jeudi 19 juillet, Place des Arts
Wassa Wassa avec Kalabanté
festivalnuitsdafrique.com

Histoires de rues

PAR ISABELLE BEAUPRÉ
CAMELOT CENTRE D'ACHAT DOMAINE SHERBROOKE ET LANGELIER



Tout le monde connaît notre très beau marché Maisonneuve. Tout prêt de la rue Ontario se trouve également l'avenue Morgan, un musée à ciel ouvert ; une petite rue d'à peine 500 mètres. Alors, permettez-moi de vous inviter à découvrir à travers cet article ce petit coin d'histoire. Une visite dans le passé vous y attend ainsi que de belles découvertes architecturales d'hier à aujourd'hui.

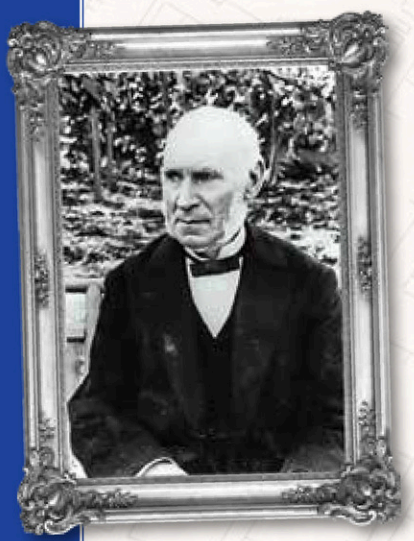
Avenue Morgan/Ontario



IMAGES: WIKIPEDIA CREATIVE COMMONS

Avenue Morgan et La Baie

La rue porte le nom de Morgan en l'honneur de la famille Morgan et particulièrement de James et Henri Morgan. Vous connaissez La Baie ? Et bien, avant 1972, ce magasin portait l'enseigne *Magasin Morgan*. De son vivant, James Morgan habitait à Maisonneuve, aujourd'hui Hochelaga-Maisonneuve, dans un manoir de 29 pièces. Cependant, si vous passez par-là, vous ne le trouverez pas, le manoir ayant été détruit et remplacé par un kiosque à musique et des vespasiennes. Vers 1885, après la mort de James Morgan, son fils, du même nom, permettra la création des nouvelles rues : Sainte-Catherine, La Fontaine, Adam et Ontario et de la rue Morgan, en 1913, en créant des parcelles sur la terre familiale.



Henri Morgan

Avant l'avenue Morgan

En 1883, la ville d'Hochelaga décide de s'annexer à sa voisine. Mais certains ne l'entendent pas ainsi. De riches bourgeois avec, à leur tête, Alphonse Desjardins, fondateur des Caisses populaires Desjardins au Québec et Joseph Barsalou, homme d'affaires et politicien montréalais, décident alors de fonder un « Westmount francophone » : la Ville de Maisonneuve, qui ne compte pas plus de 300 habitants. Ce projet prendra rapidement de l'expansion et verra les usines et la classe ouvrière se multiplier. Aujourd'hui le quartier est surnommé « Le Pittsburgh du Canada ».

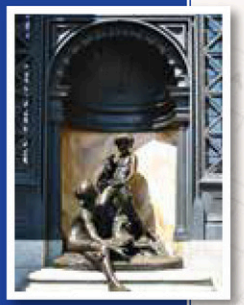
Saviez-vous que

Le marché Maisonneuve

Le marché Maisonneuve que l'on connaît aujourd'hui a été pensé dans la même lignée que le *City Beautiful*. On y retrouvait des fruits et légumes de saisons à l'extérieur du marché. Il a été le premier marché de Montréal à être équipé d'un réfrigérateur pour les denrées périssables.

Les petits baigneurs

Saviez-vous que *Les petits baigneurs*, la fameuse sculpture qui représente trois garçons était, à son installation, l'une des plus hautes statues de bronze du Canada. Créée par Alfred Laliberté, la légende dit qu'elle aurait été faite en l'honneur de la toute première famille de Ville-Marie.



Les petits baigneurs

Le bain Morgan

Entre 1905 et 1930, les habitants de Montréal n'avaient pas l'eau courante. La Ville décida donc d'ouvrir 12 bains publics à Montréal, dont le bain Morgan, inauguré en 1916. De style Beaux-arts, ses colonnes que l'on doit également à Alfred Laliberté, rappellent les thermes romains. Avec l'arrivée de l'eau courante, les gens ont délaissé les bains publics et le Bain Morgan a trouvé une nouvelle utilité : servir de résidence à la police jusqu'en 1960. Aujourd'hui, le bain est une piscine publique.

Repérez-vous !

Avenue Morgan

Date de désignation : 1913
Origine du nom : la famille Morgan
Longueur de la rue : environ 500 mètres
Arrondissements : Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
Orientation : nord-sud
Délimitation : Sainte-Catherine Est au sud et Ontario Est au nord

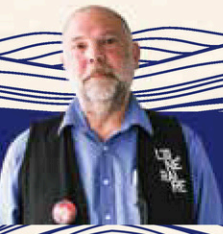
Rue Ontario

Date de désignation : 1847
Ancien nom : Rue Napoléon, rue Arthur-Buies, rue Berthelet
Origine du nom : L'un des trois grands lacs canadiens
Longueur de la rue : 6,1 km
Arrondissements : Ville-Marie / Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
Orientation : est-ouest
Délimitation : Rue Saint-Urbain à l'ouest et rue Baldwin à l'est

Rue Morgan, un modèle

La rue Morgan compte donc plusieurs beaux bâtiments et un aménagement particulier qui représentaient, pour ses fondateurs, un modèle de ville parfaite : le style *City Beautiful*. Il emprunte à l'École des beaux-arts les principes d'ordre, d'harmonie et de dignité. Les formes quant à elles sont d'inspiration néoclassique. À travers ces constructions, on peut alors remonter une ligne du temps architectural assez extraordinaire qui représente des décennies de la vie montréalaise dans des styles et design diversifiés. Par exemple, rue Sainte-Catherine, nous retrouvons des multiplex Art déco, plus au nord, des maisons unifamiliales style anglais puis d'autres multiplex et enfin, vers la rue Ontario se trouve des triplex et escaliers typiques de Montréal.

PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA



NOUVELLE

PAR PIERRE SAINT-AMOUR
CAMELOT

L'Itinéraire compte plusieurs belles plumes parmi ses camelots, dont celle de Pierre Saint-Amour. L'écrivain de talent nous propose sa dernière œuvre, *Windigo*, une nouvelle dont la prose et la trame sauront captiver les lecteurs. Suivez l'intrigue de ce récit fascinant à travers la prochaine édition du magazine.

3/4

Windigo

Les chiens aboient, la caravane passe

Construire une maison était un luxe dont je pouvais me passer, car la caravane pouvait suppléer à tous mes besoins, sauf en eau potable. J'avais décidé de m'établir sur une éminence qui dominait le lac Windigo d'une soixantaine de pieds. Ainsi perché, je pouvais d'un regard embrasser la majeure partie du lac en me laissant bercer par les caprices de ses ondulations et en m'enivrant de l'odeur de ses brumes fantômales. Pour la première fois de ma vie, je m'offrais un temps d'arrêt. Depuis la mort de mes parents, je me retrouvais seul et sans obligations, hormis celles de l'administration de mon héritage. Je n'avais en outre ni femme ni enfant (mes brèves liaisons amoureuses s'étant soldées par de cuisants échecs) et, pour dire le vrai, je me sentais libre d'entraves. J'avais besoin de me retrouver, de faire le point. En achetant le terrain de Joseph Francoeur, j'appareillais en quelque sorte le navire de mon existence pour lever l'ancre vers de nouveaux horizons.

Chaque semaine, je me rendais au village, situé à quinze kilomètres du lac Windigo, pour acheter des provisions. Cette communauté, tissée serré et encline à la ferveur religieuse, était organisée autour de trois constructions : l'église, l'école et « l'épicerie ». Celle-ci, gérée par les frères Bérubé (Guy et Jean-Guy), était une caverne d'Ali Baba. Les tartes aux fraises et à la rhubarbe (faites maison) jouxtaient le rayon des outils et les bombonnes de gaz propane étaient empilées à côté des frigidaires où étaient conservés la viande et le gibier. Mais ce qui retenait le plus l'attention, c'était les montagnes de caisses de bière qui s'empilaient jusqu'au plafond. Un commis veillait en permanence à ce que la rotation des stocks s'effectue correctement et était chargé de remplir les frigos. À l'extérieur, deux pompes – l'une pour le diésel et l'autre pour l'essence – étaient mises à la disposition de la population locale.

Pendant que je faisais le plein, Guy Bérubé, sourire aux lèvres, sortit du magasin et se dirigea vers moi. Il me faisait penser à un politicien, et je l'imaginais aisément trôner à la mairie. Feignant l'admiration, il finit par dire : « On n'en voit pas souvent des chars de même dans le village. Ça doit flyer pas à peu près... » Je répondis poliment : « Oui, mais ça consomme beaucoup d'essence. » « Gênez-vous pas, dit-il en contractant le risorius : on en a en masse. » Je ne trouvai rien à répliquer. « Alors c'est donc vous qui a acheté le terrain à Joseph Francoeur ? », s'enquit-il. Je hochai la tête. Nullement déconcerté par mon mutisme, il poursuivit : « Vous êtes pas obligé de m'répondre, mais pourquoi vous avez choisi le lac Windigo ? » « Ce serait un peu long à expliquer, mais disons que le lac Windigo, répondis-je, m'offre tout le dépaysement dont j'ai besoin pour le moment. » « Et vous avez rien remarqué de spécial ? », enchaîna-t-il. « Comme quoi ? », demandai-je. « À vous de m'le dire, dit-il, parce que, ben franchement, le dépaysement, c'est pas ça qui manque, au lac Windigo... Non, c'est pas ça qui manque... »

Je réglai ce que je lui devais et m'enfournai dans l'habitacle de mon Cadillac Eldorado. Et je démarrai en faisant crisser les pneus.

* * *

J'étais seul, mais pas complètement : Ulysse et Pénélope m'accompagnaient. Il s'agit de deux bergers allemands – gigantesques, magnifiques – nés de la même portée, que j'avais acquis à grands frais en faisant appel aux services d'une ferme d'élevage, réputée

mondialement, située dans le Maryland. Comme l'éleveur délivrait un certificat de garantie à l'acheteur, je possédais l'assurance légale que mes chiens seraient à l'abri des problèmes de santé liés à la race.

Mes chiens et moi vivions en symbiose. Où que j'aille, ils m'accompagnaient et faisaient partie intégrante de ma vie. À Saint-Eustache, on m'avait surnommé : l'homme aux chiens, en faisant référence, peut-être, au texte de Sigmund Freud, *L'homme aux loups*. Quoi qu'il en soit, si cette union ne comblait qu'en partie le vide intérieur que je ressentais depuis la mort de mes parents, le peu que j'en retirais m'apparaissait cependant essentiel.

Au lac Windigo, mon emploi du temps se réduisait au strict minimum. Dormir, manger, prendre soin de mon hygiène, tailler des branches pour garder la forme et alimenter le feu de camp que j'allumais le soir pour chasser les moustiques, marcher jusqu'au Lac-à-la-truite (c'est le nom que je lui avais donné) pour aller pêcher, me rendre au village pour faire mes emplettes, je ne vois pas ce que je pourrais rajouter, à part le fait que j'ai commencé à consigner ces notes dans mon carnet. Écrire, certes. Pour ne pas devenir fou.

* * *

14 juillet

Il y a quelque chose d'anormal. Une présence. Oppressante. Maléfique.

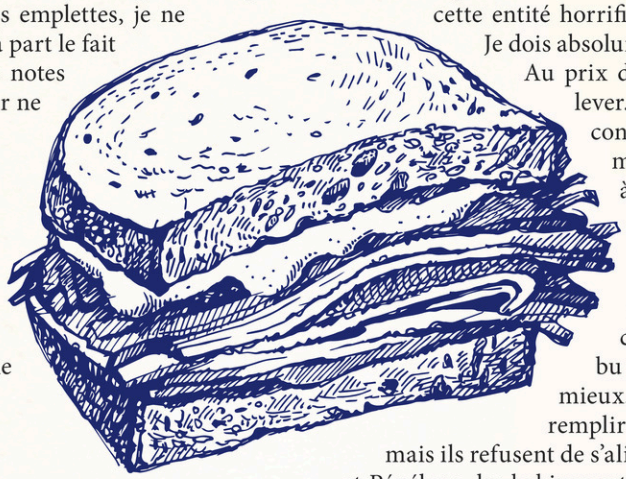
On m'observe.

20 juillet

« Bonyeu, s'exclama Guy Bérubé, on dirait ben que vous filez un mauvais coton. » Il avait raison, bien sûr. Depuis une semaine, je n'avais pratiquement pas dormi. « Je souffre d'insomnie », répondis-je. « Joseph Francoeur, lui 'si, y arrivait pas à dormir. Mais depuis qu'il habite au village, y dort comme un bébé. Au village, tout l'monde dort, icitte. C'est parce qu'on a une bonne protection. » « Une protection ? », demandai-je. « Une police d'assurance, si vous aimez mieux », expliqua-t-il. « Que voulez-vous dire ? », demandai-je. « J' veux dire, misteur, que quand ça va mal dans not' communauté, on prie. On va à l'église, pis on prie. Allez-vous à l'église, monsieur Dubuc ? me demanda-t-il. » « Non», fis-je. « Ça coûte rien d'essayer. Vous devriez v'nir faire un tour, dimanche. On sait jamais : peut-êt' ben que vous allez y prendre goût ? », suggéra-t-il. « Je verrai », répondis-je.

28 juillet

Depuis trois jours, le rêve se fond dans la réalité. J'ai réalisé trop tard que j'étais prisonnier d'une volonté – malfaisante – infiniment plus forte que la mienne. Une végétation gluante et glauque, dégageant une odeur insoutenable de putréfaction, a recouvert entièrement la caravane et tente maintenant de se frayer un chemin à l'intérieur en émettant d'infects gargouillis. Allongé dans mon hamac, je peux à peine bouger, si ce n'est que je peux ouvrir ou fermer les yeux. Ulysse et Pénélope sentent littéralement la présence de la créature invisible qui rôde à l'extérieur de la caravane. Ils la flairent distinctement et toute leur attitude corporelle indique qu'ils sont prêts à la combattre pour assurer ma protection. Je me rends compte soudainement que, depuis que je subis l'emprise de cette entité horrifiante, je suis complètement désemparé. Je dois absolument manger pour reprendre des forces. Au prix d'un effort démesuré, je parviens à me lever. L'odeur pénétrante qui émane de moi confirme que j'ai souillé mes vêtements à mon insu, mais ma puanteur, comparée à celle qui se dégage des végétaux assiégeant les parois de la caravane, se hume comme un capiteux parfum. Les mains tremblantes, je me prépare deux sandwiches au jambon que j'accompagne de plusieurs lampées de lait bu directement à même le carton. Ça va mieux. Je profite de mon regain d'énergie pour remplir de moulée les écuelles de mes chiens, mais ils refusent de s'alimenter. Apostés devant la porte, Ulysse et Pénélope, les babines retroussées, grondent d'une façon inquiétante. Une terreur indicible s'empare de moi lorsque je me rends compte qu'une excroissance de végétation a réussi à coloniser la tuyauterie poreuse de la cuvette. Je ferme les yeux un bref instant pour abolir de mon esprit l'apparition cauchemardesque. Je sais d'instinct que je n'ai pas le temps de tergiverser. Avant peu, la caravane sera complètement envahie. Précédé d'Ulysse et de Pénélope, je me précipite à l'extérieur. Mon plan est simple : réintégrer fissa le Cadillac Eldorado et filer à l'anglaise.



* * *

À suivre dans la prochaine édition...



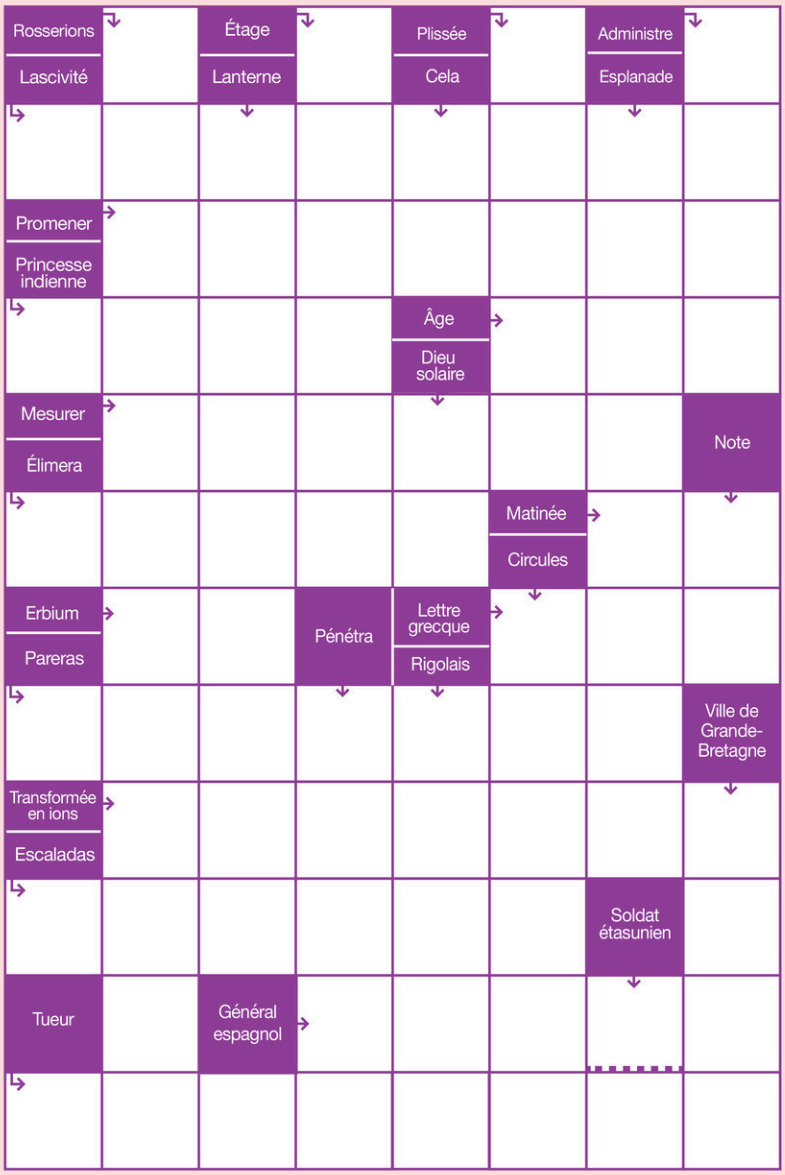
L'ITINÉRAIRE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											■	
2			■								■	
3							■					
4				■			■			■		
5						■	■		■			
6											■	
7												
8			■			■						
9			■									
10												

HORIZONTALEMENT

1. Rendra à la vie civile.
2. Alternants.
3. Six cents. - Que tu apparaisses.
4. Érine. - Préparée.
5. Fleur. - Compagnie ferroviaire. - Id est. - Moeurs.
6. Icônes. - Route rurale. - Vis.
7. Arbres. - Note. - Canton suisse.
8. Assistances.
9. Précède Jésus-Christ. - Inégalable.
10. Règle. - Scandium. - Porte un coup.

VERTICALEMENT

1. Dodinant.
2. Épéiste.
3. Mille cent. - Chamois.
4. Graisse. - Gémis.
5. Coupe complète d'une forêt.
6. Insulaires. - Pronom.
7. Éreinté. - Glissa.
8. Encourageras.
9. Mesurer. - Légumineuse.
10. Crochet. - Élimée.
11. Occire. - À la mode.
12. Amène.



JEUX DE MOTS

joseecardinala1@yahoo.ca

Solutions dans le prochain numéro



JOSÉE CARDINAL
DISTRIBUTRICE

SOLUTIONS DU 15 juin 2018

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	V	E	R	I	F	I	C	A	T	I	O	N
2	E	J	A	C	U	L	A	T	O	I	R	E
3	R	E	P	O	S	E	R	■	U	■	N	O
4	E	T	■	N	E	S	T	O	R	I	E	N
5	T	■	S	O	L	■	E	U	S	■	R	■
6	I	N	E	G	A	L	E	S	■	T	A	S
7	L	U	N	E	■	A	S	T	E	R	I	E
8	L	I	E	N	S	■	■	E	T	I	E	R
9	E	S	S	E	U	L	E	■	R	E	N	E
10	S	E	■	S	A	R	■	L	E	S	T	S

JEU DE CHIFFRES

FACILE

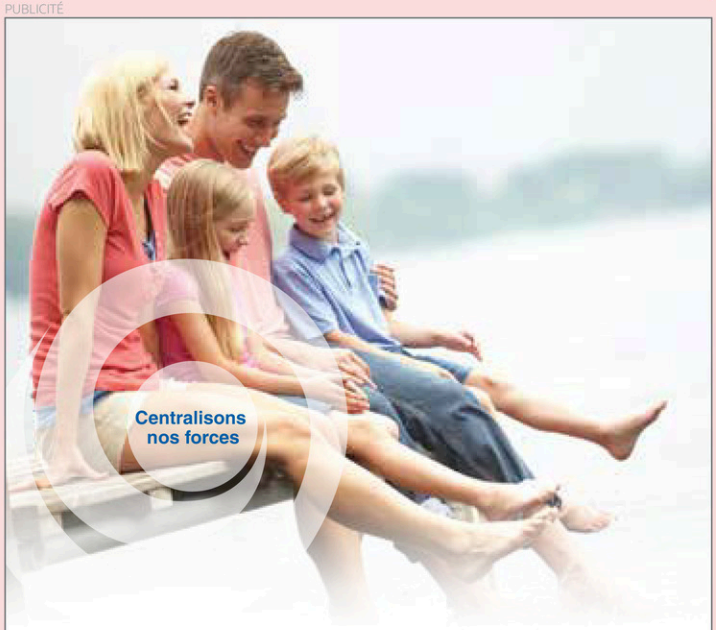
	2		9	8	3	5		
	9						1	8
		7	4					9
		6			8	1		
9			1		2		6	
	8		6	7		3		4
						6	2	
2	3	8	5				4	
6	1	4		3	9			5

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Source : *Éditions Goélette*

Solution dans le prochain numéro

PUBLICITÉ



Les vacances en famille contribuent au développement des enfants et au mieux-être des familles.

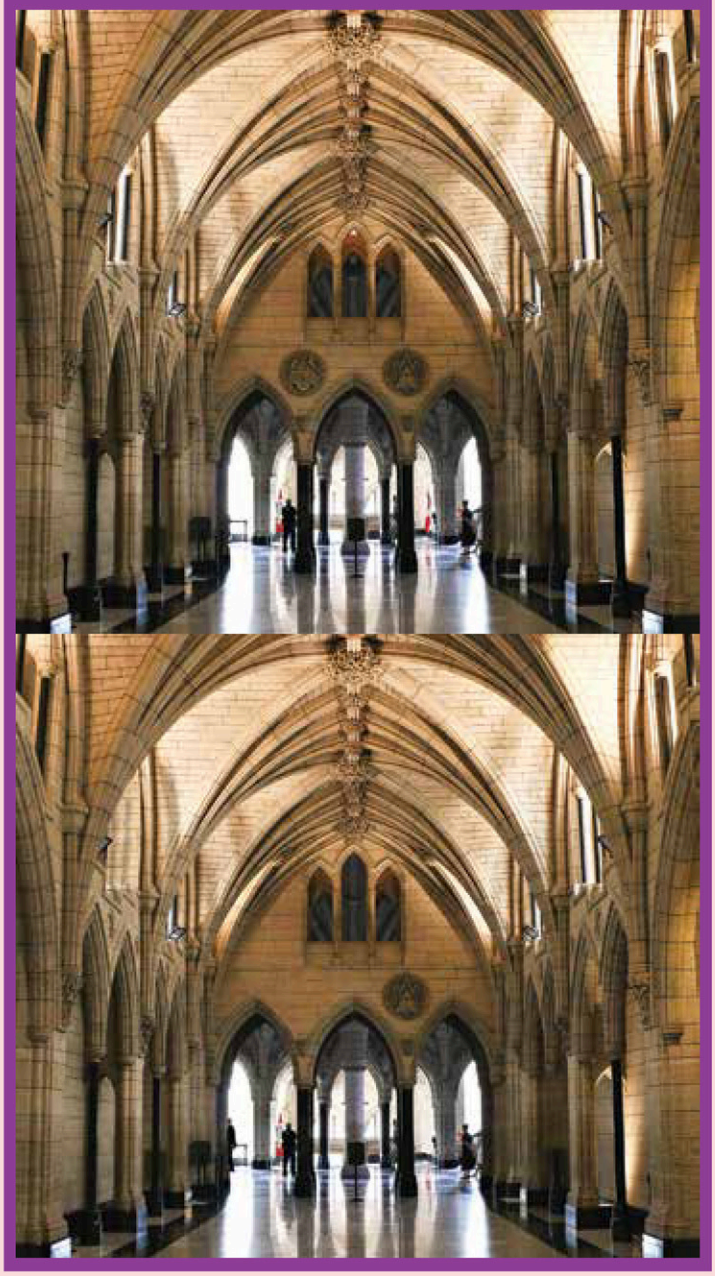
CSQ
Centrale des syndicats du Québec

facebook.com/lacsq
lacsq.org

1718-283

JEU DES 7 DIFFÉRENCES

Pouvez-vous trouver les sept différences dans cette photo de notre photographe Mario Alberto Reyes Zamora ? Bonne chance ! La solution dans le prochain numéro.



Solution dans le prochain numéro

SOLUTIONS DU 15 juin 2018

JEU DE CHIFFRES

9	1	5	4	7	8	6	3	2
7	2	6	3	5	1	8	4	9
3	4	8	9	6	2	7	5	1
1	6	4	8	2	3	5	9	7
2	5	9	6	4	7	1	8	3
8	3	7	1	9	5	2	6	4
6	7	3	2	8	4	9	1	5
5	8	1	7	3	9	4	2	6
4	9	2	5	1	6	3	7	8

JEU DES 7 DIFFÉRENCES





À PROPOS DES...

PAR LYNN CHAMPAGNE
CAMELOT MÉTRO PLACE-DES-ARTS

médias

Ce n'est pas parce que c'est un succès qu'un film est bon et ce n'est pas parce qu'un film est bon que c'est un succès.
William Goldman

Dans notre société, nous sommes devenus trop passifs et acceptons ce que la radio, la télévision, les médias et les modes nous imposent.
Dominique Loreau

Aucun moment de cinéma ne vaut un moment de vie.
Isabelle Huppert

Ce que nous demandons au cinéma, c'est l'impossible, c'est l'inattendu, le rêve, la surprise, le lyrisme qui effacent les bassesses dans les âmes et les précipitent enthousiastes aux barricades et dans les aventures ; c'est ce que nous demandons au cinéma, c'est ce que l'amour et la vie nous refusent, c'est le mystère, c'est le miracle.
Robert Desnos

Ouvrir un livre, c'est comme allumer une télévision dans sa tête.
Dominique Demers

Je suis un peu pessimiste sur la postérité, sur ma postérité et sur la postérité en général. Je me demande si la télévision, la radio ne sont pas mauvais pour la postérité des livres. Les choses vont trop vite, vous savez. [...] L'histoire s'est évidemment considérablement accélérée et c'est un peu inquiétant pour la postérité.
Jean d'Ormesson

La télévision fabrique de l'oubli, alors que le cinéma fabriquait des souvenirs.
Jean-Luc Godard

La radio est déjà un vieux média. Comme la presse écrite, son aînée. Comme aussi, déjà, la télévision, passée aujourd'hui au stade industriel.
Jean-Marie Cavada

La presse a un pouvoir de l'image si puissant qu'elle peut faire passer un criminel pour une victime et montrer la victime comme un criminel.
Malcolm X

ON REMPLIT VOTRE TASSE OÙ QUE VOUS SOYEZ

Partout au Québec, on livre gratuitement*

CAFEBROSSARD.COM



CAFÉ
BROSSARD MD

TORRÉFIÉ À MONTRÉAL
514 321-4121 • 1 800 361-4121

*La livraison gratuite s'applique pour les commandes de 10 livres de café et plus.


Écrivain public
Il suffit parfois de quelques mots pour changer le cours d'une vie.
Mercredi 21H30
Dès le 11 juillet
unis TV
Aussi disponible sur unis.ca